Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 3 décembre 2024 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°522 ■

Le président de la République préside une réunion sur le foncier industriel

P 16

29e ÉDITION DU SOMMET DU PARTENARIAT À NEW DELHI

Les opportunités d'affaires en Algérie présentées

L'Algérie se positionne aujourd'hui comme un acteur incontournable pour les investisseurs à la recherche de nouvelles opportunités en Afrique du Nord et au-delà. Grâce à une série de réformes économiques ambitieuses et à une situation géographique stratégique, le pays offre un environnement propice à l'investissement et au développement, renforçant son rôle clé dans l'économie mondiale, a plaidé depuis l'Inde, Tayeb Zitouni, ministre du Commerce intérieur et de la régulation du marché national. Il a évoqué la forte demande d'investissement en Algérie, qui a récemment dépassé les 10 000 projets d'une valeur totale de 30 milliards de dollars. P 3

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION AU MOIS D'OCTOBRE

Le taux d'inflation passe sous la barre des 5%

L'Office National des Statistiques (ONS) a dévoilé les chiffres de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour le mois d'octobre 2024, mettant en évidence une baisse globale de 0,3 % au niveau national par rapport à septembre. Ce recul est principalement attribué à une diminution de 0,6 % des prix des biens alimentaires, un segment clé dans l'indice global. Au mois d'octobre 2024 et par rapport au même mois de l'année 2023, la variation des prix à la consommation est de +4,3%. Le rythme d'inflation annuel (novembre 2023 à octobre 2024 / novembre 2022 à octobre 2023) est de +4,9 %.

P 2

ASSURANCE DES ÉCHANGES COMMERCIAUX EN AFRIQUE ET DANS LE MONDE ARABO-MUSULMAN

L'Algérie aspire à devenir un acteur clé

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a affirmé, hier à Alger, la volonté de l'Algérie de devenir un acteur clé dans la facilitation et l'assurance des échanges commerciaux en Afrique et dans le monde arabo-musulman, dans le cadre de son soutien aux initiatives visant à promouvoir un commerce international équitable et dynamique.

P 5

IL DEVRAIT INSPECTER LE PROJET MINIER DE ZINC ET DE PLOMB ET LA STATION DE DESSALEMENT

Le ministre de l'énergie, des mines et des EnR en visite ce mardi à Bejaïa

Le ministre de l'Energie, des Mines et des EnR, Mohamed Arkab, entamera, aujourd'hui mardi, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Béjaïa, accompagné d'une délégation de haut niveau comprenant la secrétaire d'État auprès du ministre de l'Énergie, chargée des mines, ainsi que les directeurs généraux des groupes Sonatrach et Sonarem, le président de l'Agence nationale des activités minières, ainsi que plusieurs cadres du ministère et des groupes concernés, annonce le ministère dans un communiqué. P 16

CONTRÔLE COMMERCIAL

Saisie de 3,56 milliards DA de marchandises en 10 mois P 2

INNOVATION TECHNOLOGIQUE

Lancement du "Hackathon InnovPost" d'Algérie Poste P 4

PÉTROLE

Le Brent frôle les 73 dollars P 16

CONTRÔLE COMMERCIAL

Saisie de 3,56 milliards DA de marchandises en 10 mois

Les services de contrôle relevant du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national ont mené plus de 1,9 million d'interventions durant les dix premiers mois de l'année en cours 2024, donnant lieu à la saisie de marchandises d'une valeur de 3,562 milliards de dinars (mds DA), a indiqué le ministère.
Selon le bilan du ministère, les activités de contrôle économique et de la répression des fraudes au niveau du marché national et des frontières se sont soldées par 1.982.139 interventions ayant permis de constater 177.321 infractions, et d'établir 168.760 de procès-verbaux de poursuite judiciaire et 11.146 propositions de fermetures administratives. Un chiffre d'affaires dissimulé estimé à 44,824 mds DA a été enregistré durant les dix premiers mois de l'année 2024.
Concernant les cargaisons aux frontières, le bilan de contrôle fait état du traitement de 52.334 cargaisons, dont 758 ont été bloquées, La quantité de marchandises bloquées sur ces cargaisons est de 48.516 tonnes, d'une valeur de 32,136 mds DA, selon la même source. S'agissant du contrôle de qualité, le nombre des échantillons prélevés pour analyses microbiologiques et physicochimiques est de 11.845 échantillons durant la même période. Pour ce qui est de la lutte contre la spéculation illicite, 142.561 interventions ont été effectuées durant la même période. Ces interventions ont permis de constater 28 délits et de dresser 28 procès-verbaux, avec la saisie de 154,79 tonnes de marchandises, d'une valeur de 32,99 millions de dinars.

Par R E.

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION AU MOIS D'OCTOBRE

Le taux d'inflation passe sous la barre des 5%

L'Office National des Statistiques (ONS) a dévoilé les chiffres de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour le mois d'octobre 2024, mettant en évidence une baisse globale de 0,3 % au niveau national par rapport à septembre. Ce recul est principalement attribué à une diminution de 0,6 % des prix des biens alimentaires, un segment clé dans l'indice global. Au mois d'octobre 2024 et par rapport au même mois de l'année 2023, la variation des prix à la consommation est de +4,3%. Le rythme d'inflation annuel (novembre 2023 à octobre 2024 / novembre 2022 à octobre 2023) est de +4,9 %.

Par M. A.

À Alger, l'indice des prix a enregistré une diminution plus modérée de 0,1 % sur la même période. Bien que cette baisse soit moins prononcée qu'en octobre 2023 (-0,5 %), elle reflète une continuité dans la tendance observée ces derniers mois. La contraction des prix dans la capitale s'explique par un recul notable des produits alimentaires industriels, notamment une chute spectaculaire de 16,5 % du prix du café, renforcée par les mesures de subvention. En revanche, les produits agricoles frais ont vu leurs prix augmenter de 1,2 %, portés par une flambée de 6,8 % des prix des légumes et de 2,1 % pour les fruits. Les viandes et abats de mouton ont également enregistré une hausse de 1,3 %, contrastant avec les baisses importantes observées sur la viande de poulet (-6,3 %) et la pomme de terre (-10,2 %).
Les produits manufacturés ont légèrement progressé de 0,1 %, tandis que les services ont connu un recul de 0,6 %.
Une fois corrigé des variations saisonnières, l'indice global des prix à la consommation montre une baisse plus marquée de 0,6 %, révélant des fluctuations saisonnières et structurelles dans l'économie.
Les biens alimentaires affichent une augmentation de 4,6 %, avec des hausses spectaculaires de 13,7 % pour la viande et les abats de mouton. Par ailleurs, les prix des produits alimentaires industriels ont légèrement augmenté de 0,4 %, mais certains sous-groupes comme le café, le thé et les infusions ont connu une envolée de 15,5 %.
L'analyse des indices régionaux révèle également des différences notables entre Alger et le reste du pays, où la baisse de l'indice national (-0,3 %) dépasse celle enregistrée dans la capitale. Cette divergence illustre des dynamiques spécifiques liées aux marchés locaux, aux politiques de prix et aux particularités saisonnières. De plus, l'évolution des catégories de produits non alimentaires, comme l'habillement ou les articles ménagers, montre une progression annuelle modérée, tout en reflétant l'impact des pressions inflationnistes globales.
Ces résultats soulignent la complexité des mouvements de prix en Algérie, où les fluctuations des biens essentiels, les interventions publiques et les conditions économiques mondiales façonnent le paysage de la consommation. Si certains segments montrent des signes de stabilité, d'autres, comme les produits agricoles et manufacturés, continuent d'afficher des variations marquées, contribuant à une inflation perceptible par les ménages. Ces évolutions mettent en lumière les défis à relever pour contenir l'inflation et protéger le pouvoir d'achat dans un contexte de volatilité économique.

DETTES FISCALES DE PLUS DE 4 ANS

Fin 2024 dernier délai pour l'exonération des pénalités

La Direction Générale des Impôts (DGI) a fixé la date du 31 décembre courant comme dernier délai pour le paiement des dettes fiscales datant de plus de quatre (4) ans, ainsi que le dépôt des demandes d'exonération des pénalités y afférentes, indique lundi un communiqué de la DGI. A cet effet, le communiqué précise que : "la Direction Générale des Impôts invite les personnes physiques et morales, intéressées pour bénéficier de la dispense de paiement des pénalités de recouvrement relatives aux dettes fiscales de plus de quatre (04) ans (Article 15 de la Loi de Finances Rectificative pour l'année 2023), c'est-à- dire celles dont la date de mise en recouvrement est intervenue avant le 01 janvier 2021, à se présenter auprès des recettes des impôts auxquelles elles sont rattachées, au plus tard le mardi 31/12/2024, afin de déposer leurs demandes et procéder au paiement de leurs dettes fiscales". Il ajoute que "passé ce délai, ils devront s'acquitter de leurs dettes fiscales avec les pénalités en question incluses".

SALON INTERNATIONAL DE L'ARTISANAT EN ITALIE

La ministre du Tourisme visite les stands des artisans algériens

La ministre du Tourisme et des Métiers de l'artisanat, Houria Meddahi a visité les différents stands des artisans algériens participant à la 28e édition du Salon international de l'artisanat à Milan (Italie), indique lundi un communiqué du ministère. Mme Meddahi "a visité au deuxième jour des activités de la 28e édition du Salon international de l'artisanat, les différents stands des artisans algériens participant à cet évènement, en compagnie de l'ambassadeur de l'Algérie à Rome et du Consul général de l'Algérie à Milan, ainsi que de cadres du secteur", précise le communiqué. A cette occasion, la ministre a affirmé "l'importance d'accorder un intérêt soutenu à l'aspect esthétique et créatif du produit algérien par les artisans, étant les ambassadeurs de l'Algérie auprès des visiteurs italiens et des exposants étrangers participant à ce salon", appelant à mettre en valeur les produits d'artisanat".
Mme Meddahi a insisté, en outre, sur "la nécessité de faire bénéficier les bons produits artisanaux d'un label de qualité et d'authenticité, dans le cadre des mesures prises pour la promotion et de la préservation de l'artisanat".
Dans ce sillage, la ministre s'est félicitée "du niveau atteint par le produit artisanal algérien notamment la fabrication des bijoux en corail, la céramique, la confection des tenues traditionnelles, les produits en bois ainsi que le tissage des tapis", d'où l'importance du "transfert du savoir-faire dans ces activités pour assurer leur pérennité et les préserver de la disparition". Mme Meddahi a évoqué, lors de cette visite, l'activité de l'extraction des huiles naturelles, qui requiert "un accompagnement des artisans en vue de trouver les mécanismes facilitant l'opération d'exportation de ces produits", ajoute la même source.
A noter que l'Algérie participe en tant qu'invitée d'honneur pour le continent africain, à la 28e édition du Salon international de l'artisanat à Milan, organisée du 30 novembre au 8 décembre, avec la participation de plus d'une centaine de pays.

R E.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

29e ÉDITION DU SOMMET DU PARTENARIAT À NEW DELHI

Les opportunités d'affaires en Algérie présentées

L'Algérie se positionne aujourd'hui comme un acteur incontournable pour les investisseurs à la recherche de nouvelles opportunités en Afrique du Nord et au-delà. Grâce à une série de réformes économiques ambitieuses et à une situation géographique stratégique, le pays offre un environnement propice à l'investissement et au développement, renforçant son rôle clé dans l'économie mondiale, a plaidé depuis l'Inde, Tayeb Zitouni, ministre du Commerce intérieur et de la régulation du marché national. Il a évoqué la forte demande d'investissement en Algérie, qui a récemment dépassé les 10 000 projets d'une valeur totale de 30 milliards de dollars.

Par Mourad A.

Le ministre Tayeb Zitouni a pris part à l'ouverture de la 29e édition du Sommet du Partenariat, qui se déroule à New Delhi, capitale de l'Inde, les 2 et 3 décembre 2024. L'événement a réuni des représentants de gouvernements, des institutions économiques et des experts en partenariats internationaux. Lors de son intervention, il a mis en lumière les réformes économiques profondes entreprises par le président Abdelmadjid Tebboune depuis 2020. «Depuis 2020, l'Algérie a lancé des réformes majeures dans des secteurs stratégiques tels que le code des investissements et le système monétaire et bancaire. Ces changements visent à créer un environnement plus transparent et plus attractif pour les investisseurs», a déclaré le ministre. Et d'ajouter : « Nous garantissons ainsi la liberté économique et l'égalité des chances, afin de rendre l'Algérie plus compétitive sur la scène internationale, tout en soutenant le développement des initiatives locales». Zitouni a également exprimé sa satisfaction de visiter New Delhi, soulignant la dynamique des relations entre l'Algérie et l'Inde, renforcées par la visite historique de la présidente de l'Inde, Mme Droupadi Murmu, en Algérie en octobre dernier. Cette rencontre a permis de sceller des accords économiques et politiques d'importance, fruit des discussions entre Mme Murmu et le président Tebboune.
Le ministre a mis en avant, également, la position géographique stratégique de l'Algérie, au carrefour des échanges commerciaux entre l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient. «L'Algérie bénéficie d'un emplacement géographique exceptionnel, avec plus de 1 600 km de côtes méditerranéennes et 6 000 km de frontières terrestres, ce qui en fait un carrefour essentiel pour les échanges commerciaux internationaux», a-t-il.
De plus, grâce à notre adhésion à des zones de libre-échange, telles que la Zone de libre-échange continentale africaine et la Zone de libre-échange arabe, «nous avons un accès privilégié à des marchés représentant plus de 3 000 milliards de dollars».
En outre, les projets d'infrastructure en Algérie occupent une place centrale dans cette dynamique de croissance. «Le pays a engagé d'ambitieux projets d'infrastructure, tels que l'extension du réseau ferroviaire, qui devrait atteindre 15 000 kilomètres d'ici 2030, et la construction d'autoroutes reliant l'Algérie à ses voisins», a-t-il précisé. Ces projets sont essentiels pour améliorer l'accès aux marchés africains et stimuler l'attractivité de l'Algérie pour les investissements étrangers.

Plus de 10 000 projets d'investissement en Algérie, d'une valeur de 30 milliards de dollars

Les ressources naturelles de l'Algérie jouent également un rôle majeur dans son attractivité. «Nous possédons d'importants gisements miniers, notamment le plus grand gisement de fer de Gara Djebilet, ainsi que des réserves considérables de zinc, de plomb et de phosphates. Ces ressources, combinées à nos investissements dans le secteur énergétique, font de l'Algérie l'un des principaux producteurs et exportateurs mondiaux d'hydrocarbures et de minerais», a souligné le ministre.
Sur le plan économique, l'Algérie affiche une croissance stable, avec un PIB estimé à 267 milliards de dollars et des réserves de change de plus de 70 milliards de dollars. «Les exportations hors hydrocarbures connaissent une dynamique positive, ce qui démontre l'expansion du secteur non pétrolier», a précisé Zitouni. La stratégie du gouvernement algérien vise à porter le PIB à plus de 400 milliards de dollars dans les prochaines années, tout en maintenant un taux de croissance supérieur à 4 %.
Avec ses réformes économiques, sa position géographique stratégique, ses ressources naturelles et ses infrastructures en développement, l'Algérie est prête à offrir un terreau fertile pour l'innovation, la production et l'exportation.
«Nous invitons les entreprises du monde entier à participer activement à notre essor économique, à bâtir des partenariats solides et à saisir les nombreuses opportunités qu'offre notre pays», a conclu le ministre.
Ainsi, l'Algérie se positionne non seulement comme un hub économique de premier plan, mais aussi comme un lieu stratégique d'opportunités pour les investisseurs cherchant à se développer dans une région clé du monde.

D'UNE VALEUR DE 2 MILLIARDS DE DA

Maghreb Leasing Algérie réalise sa quantième émission obligataire

La société Maghreb Leasing Algérie (MLA) a réalisé dimanche, avec succès, sa quatrième émission obligataire, d'une valeur de 2 milliards de dinars (mds DA). La séance de dépouillement de l'émission obligataire s'est tenue au siège de la direction générale de la Banque de développement local (BDL), principal IOB (intermédiaire en opérations de Bourse) accompagnant la société dans cette opération, et ce, en présence des représentants de la Commission de régulation des opérations de Bourse (COSOB), d'Algérie Clearing, des banques publiques et privées et des investisseurs. Lors de cette séance, cinq demandes de souscription ont été présentées par des investisseurs institutionnels, pour un montant total de 2 mds DA, soit 100 % du montant de l'émission initiale. Il s'agit de 200.000 obligations d'une valeur nominale de 10.000 DA par titre, sur une durée de cinq ans, avec un taux de coupon de 5,4 %, a précisé le président du Conseil d'administration de MLA, El Amine Senousi. Les fonds levés seront spécifiquement destinés au refinancement de l'activité crédit-bail en faveur des petites et moyennes entreprises, contribuant ainsi à soutenir leur croissance et leur développement, souligne-t-il.
Cette opération permettra également de renforcer la position de l'entreprise sur le marché, tout en continuant à diversifier ses sources de financement, selon M. Senouci ajoutant que "MLA prévoit de revenir régulièrement sur le marché obligataire pour réaliser une ou deux émissions par an, afin de répondre à ses besoins futurs en refinancement". De son côté, le directeur général de la BDL, Youcef Lalmass, a expliqué que cette opération s'inscrivait dans le cadre de "la stratégie de la banque visant, conformément aux orientations des autorités publiques, à diversifier les sources de financement de l'économie", soulignant que "ces dernières années ont vu une grande avancée dans ce domaine".
A noter que cette opération intervient après que la COSOB a apposé en novembre dernier son visa sur la notice d'information relative à l'émission d'un emprunt obligataire par la société MLA destiné aux investisseurs institutionnels d'une valeur de 2 milliards de DA. La BDL mène l'opération en sa qualité d'intermédiaire en opérations de bourse accompagnant la société et fait partie du syndicat d'investissement composé du Crédit populaire algérien (CPA), la Banque nationale d'Algérie (BNA), la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP), la Banque d'agriculture et de développement rural (BADR), la Banque extérieure d'Algérie (BEA) et la Société Générale Algérie (SGA), les sociétés "Invest Market" et "Tell Markets". MLA est une institution financière spécialisée dans le leasing, agrée en Algérie depuis 2006 avec un capital de 6,5 mds DA. Elle avait auparavant levé deux emprunts obligataires en 2015 et 2017 d'une valeur de 2 mds DA chacun, et un autre début 2024 pour un montant de 3 mds DA.

INDUSTRIE

Le ministre rencontre les responsables des groupes AGM, GETEX et MADAR

Par R E.

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb a tenu, dimanche à Alger, une réunion avec les responsables du groupe des industries mécaniques "AGM", du groupe de l'industrie du textile et du cuir (GETEX), et du groupe "Madar", laquelle a permis de passer en revue la situation de ces groupes publics et de discuter des moyens d'améliorer leurs performances, indique un communiqué du ministère.
Au cours de cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre d'une série de réunions d'évaluation des groupes industriels publics, M. Ghrieb a souligné "la nécessité de valoriser les cadres et les compétences au sein de ces complexes et du secteur industriel, qui constituent le pilier fondamental du développement des différentes branches industrielles et de la modernisation du secteur", selon la même source.
A cette occasion, le ministre a donné une série d'instructions visant à concrétiser des partenariats stratégiques, chaque groupe dans son domaine d'activité, afin de lui permettre de développer ses activités et ses produits, ainsi que de créer une cohérence entre les complexes industriels d'une part, et le secteur industriel et les différents secteurs, d'autre part.
Il a également recommandé, dans le cadre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de recourir aux startups, notamment dans les volets liés à la créativité et à l'innovation dans plusieurs branches industrielles telles que le cuir et le textile, ce qui permettra d'augmenter le taux d'intégration de différents produits. Le ministre a mis l'accent sur "la nécessité de déployer davantage d'efforts dans les volets commerciaux, en s'appuyant sur une politique de marketing dynamique, notamment en direction des marchés étrangers", selon le communiqué. M. Ghrieb a souligné l'importance de la maitrise des métiers, la qualité, le contrôle de la qualité et l'innovation dans les produits proposés sur les marchés, affirmant que "ces complexes industriels disposent de toutes les capacités pour maitriser ces volets nécessaires à la réalisation des objectifs fixés". A la lumière de cette réunion, une série de mesures ont été prises pour une prise en charge "urgente" de certaines situations et obstacles auxquels font face les complexes industriels et leurs entreprises affiliées, conclut le communiqué du ministère.

ASSURANCE AGRICOLE

Signature d'une convention entre la CNMA et le groupe Daddouche

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a signé dimanche à Alger une convention d'assurance avec le groupe Daddouche, couvrant l'ensemble des filiales du groupe, spécialisé dans la production d'aliments de volailles, a indique la CNMA dans un communiqué. La convention a été signée par le directeur général de la CNMA, Cherif Benhabiles et le représentant du Groupe Daddouche, El Eulmi Daddouche. Cette convention consiste à "couvrir l'ensemble des filiales du groupe activant dans le domaine de la production d'aliments, de volaille et de condiments minéraux vitaminés, la production d'intrants et de poules pondeuses, la production de poulet de chair et d'œufs de consommation, l'abattage et la transformation, le froid et toute autre activité rentrant dans ses missions", selon le communiqué. Elle couvre également le domaine de la transformation en plastique (produits en polystyrène) ainsi que le domaine de la fabrication des tubes en plastique et dérivés. A travers cette convention, la CNMA s'engage à accompagner, conseiller, répondre aux besoins et intérêts de ce groupe et sur les sites lui appartenant pour toute assistance, souligne la même source.

INNOVATION TECHNOLOGIQUE

Lancement du «Hackathon InnovPost» d'Algérie Poste

Algérie Poste a lancé la première édition de son challenge "Hackathon InnovPost" dédié à l'innovation technologique dans le secteur postal, indique dimanche, un communiqué de cette entreprise. "Dans le cadre de son engagement sociétal et de sa vision pour une société plus équitable et inclusive, Algérie Poste a inauguré, samedi dernier, la première édition de son hackathon intitulé +InnovPost+", précise la même source, ajoutant que cette initiative, dont les inscriptions ont été ouvertes le 7 novembre dernier, "marque une étape majeure dans la promotion de l'innovation technologique au service du secteur postal". Les équipes sélectionnées, "après une présélection rigoureuse", s'affronteront dans 4 wilayas phares, à savoir Alger (Université des sciences et de la technologie Houari Boumediene), Sétif (Futuris Institute), Tlemcen (Centre universitaire) et Ouargla (Maison de jeunes Mustapha Ben Boulaïd). "Ces compétitions, organisées sous forme de marathons intensifs de 48 heures, offrent une expérience collaborative et immersive aux participants", souligne le communiqué. Pas moins de 1.484 étudiants et 183 startups (réparties en équipes de 3 à 5 membres) se sont inscrits pour relever le défi, relève Algérie Poste, qui explique, qu'après sélection, les équipes finalistes défendront leurs projets innovants, centrés sur des thématiques stratégiques du secteur postal, allant du développement web à l'intelligence artificielle, en passant par des solutions de gestion optimisée. Pour répondre aux attentes des participants et intégrer une dimension numérique, la compétition "Hackathon InnovPost" adopte un format hybride, qui se déroule simultanément en présentiel dans les quatre wilayas désignées et en ligne via la plateforme Google Meet, "garantissant ainsi une participation élargie et flexible". Cette première édition se concentre sur des enjeux contemporains et stratégiques, répartis en deux catégories distinctes : la Catégorie Etudiants et la Catégorie Startups. Les participants de la Catégorie Etudiants s'affrontent sur trois thèmes principaux : "développement web", "vision par ordinateur/intelligence artificielle" et "plateformes d'engagement communautaire". De leur côté, les startups explorent des problématiques telles que "l'optimisation logistique (IoT/IA/RFID/QR Code)", "la gestion efficace des files d'attente" et "l'innovation dans la gestion de carrière". La compétition "Hackathon InnovPost" se veut "une vitrine d'excellence pour révéler les idées novatrices des jeunes talents et des startups et témoigne de la volonté d'Algérie Poste de s'imposer comme un acteur clé de l'innovation technologique, tout en contribuant au développement économique et industriel de l'Algérie", affirme le communiqué, précisant que cette compétition bénéficie du soutien de plusieurs partenaires.

ENVIRONNEMENT

Les négociations sur la pollution plastique se poursuivront en 2025

Les pays qui négocient à Busan, en Corée du Sud, un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, y compris dans le milieu marin, ont ajourné dimanche leur cinquième session, sans parvenir à un accord, décidant de poursuivre les discussions en 2025, a déclaré le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Faute de consensus, ces discussions, entamées il y a deux ans, se poursuivront en 2025, en s'appuyant sur un "texte du président" du Comité intergouvernemental de négociation (CIN-5), qui servira de point de départ, précisé le PNUE, dans un communiqué. "L'engagement du monde à mettre fin à la pollution plastique est clair et indéniable. Ici à Busan, les discussions nous ont rapprochés d'un accord sur un traité international juridiquement contraignant qui protégera notre santé, notre environnement et notre avenir contre les assauts de la pollution plastique", a déclaré la Directrice exécutive du PNUE, Inger Andersen. "La réunion de cette semaine a permis de réaliser des progrès notables vers l'obtention de l'accord que le monde exige. Grâce aux discussions de Busan, les négociateurs sont parvenus à un plus grand degré de convergence sur la structure et les éléments du texte du traité, ainsi qu'à une meilleure compréhension des positions des pays et des défis communs. Mais il est clair qu'il existe des divergences persistantes dans des domaines critiques et qu'il faut plus de temps pour les traiter", a-t-elle précisé. Selon la responsable, à Busan, "le monde a promis de s'attaquer à la pollution plastique. Lors du prochain cycle de négociations, le monde aura l'occasion de concrétiser enfin cet engagement. Une opportunité que nous ne pouvons pas nous permettre de manquer".

TAMANRASSET

Inauguration d'un dépôt régional du Croissant-Rouge algérien

Un dépôt régional de denrées alimentaires et d'équipements divers, relevant du Croissant-Rouge algérien (CRA), a été inauguré dimanche à Tamanrasset par la présidente du CRA, Ibtissem Hamlaoui. S'exprimant à cette occasion, Mme Hamlaoui a indiqué que l'inauguration de cette structure s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités du CRA, en vue de répondre aux besoins d'urgence, notamment lors de catastrophes, en raison de l'éloignement des wilayas frontalières et du Sud du siège central du CRA à Alger. Ce dépôt régional a accueilli à son ouverture d'importantes quantités de produits alimentaires ainsi que des équipements de secours et de sauvetage, consistant en 8.008 colis alimentaires, 3.008 articles de literie, 185 tentes, ainsi que de l'eau minérale et des détergents, acheminés à bord de 18 camions. A cette occasion, Mme Hamlaoui a salué les efforts du Groupe industries locales Divindus dans la réalisation de ce projet important qui renforcera les capacités logistiques dans la région. La présidente du CRA donné, depuis le siège de la wilaya, le coup d'envoi d'une caravane médicale de solidarité, composée d'un staff médical de neuf (9) praticiens, entre généralistes et spécialistes en pédiatrie, hématologie et gynécologie-obstétrique. Cette caravane devra sillonner les différentes régions de la wilaya pour, en plus d'assurer des prestations médicales, remettre des médicaments et des colis alimentaires au profit des populations nomades. Mme Hamlaoui a également procédé à l'inauguration d'un atelier de couture encadré par des bénévoles du CRA, avant de lancer ultérieurement des ateliers de formation en premiers secours au profit des bénévoles du CRA issus de différentes wilayas du pays.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	NC	0,00	-0,18	-0,71	8,20	7,06	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 320,00	NC	0,00	0,64	0,82	6,96	7,76	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 273,00	NC	0,00	0,17	-0,57	11,96	5,50	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-4,75	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-13,83	2,03	-	0	0,00

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 02 ديسمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 02 Décembre 2024

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ		المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	73	86	60	البطاطا	خضر طازجة	
	Tomate	77	84	70	الطماطم		
	Oignon sec	49	56	42	البصل الجاف		
	Ail sec	443	505	381	الثوم الجاف		
	Carotte	70	80	60	الجزر		
	Navet	84	95	72	لفت		
	Choux fleur	70	79	61	قرنبيط		
	Choux	73	82	64	الكرنب		
	Courgette	123	135	110	الكوسة		
	Haricot vert	147	164	130	الفاصولياء الخضراء		
	Laitue	93	106	80	الخس		
Fruits frais	Clémentine	175	208	141	الكليمونتين	فواكه طازجة	
	Orange	160	196	124	البرتقال		
	Citron	143	166	121	الليمون		
	Pomme locale	360	464	256	التفاح المحلي		
	Datte	493	628	358	التمر		
	Grenade	150	175	125	الرمان		
	Banane	445	460	429	الموز		
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1766	1890	1641	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Poulet de chair	418	430	405	الدجاج		
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	95	101	90	حليب البقر (لتر)		

ASSURANCE DES ÉCHANGES COMMERCIAUX EN AFRIQUE ET DANS LE MONDE ARABO-MUSULMAN

L'Algérie aspire à devenir un acteur clé

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a affirmé, hier à Alger, la volonté de l'Algérie de devenir un acteur clé dans la facilitation et l'assurance des échanges commerciaux en Afrique et dans le monde arabo-musulman, dans le cadre de son soutien aux initiatives visant à promouvoir un commerce international équitable et dynamique.

Par Sirine R

S'exprimant à l'ouverture de la 14ème Assemblée générale annuelle de l'Union des assureurs et réassureurs de risques commerciaux et non commerciaux des pays de l'Organisation de la coopération islamique (AMAN), le ministre a souligné que «dans le cadre de l'autorisation accordée à la Société algérienne d'assurance et de garantie à l'exportation (Cagex) pour soutenir les initiatives de coopération dans le cadre de l'AMAN, dont elle est membre fondateur, l'Algérie aspire à devenir un acteur clé dans la facilitation et l'assurance des échanges commerciaux dans la région et ailleurs».

Faid a souligné le rôle important du secteur des assurances dans la protection des transactions commerciales des acteurs économiques, en tant que pilier stratégique pour la relance de la croissance économique, à travers la libération des échanges commerciaux. La gestion des risques liés aux transactions commerciales internationales «crée un climat de confiance et de sérénité en faveur des opérateurs économiques et transforme les opportunités commerciales en activités productives, contribuant ainsi au renforcement des échanges régionaux et à la croissance économique».

Dans le cadre de son engagement à la diversification des exportations hors hydrocarbures, le ministre a indiqué que l'Algérie soutenait «fortement les démarches visant à promouvoir un commerce international équitable considéré comme un pilier stratégique de la croissance économique et un levier pour la réalisation des Objectifs du développement durable (ODD) d'ici 2030». Relevant «la croissance notable» des exportations algériennes hors hydrocarbures ces dernières années, le ministre a estimé que cette tendance devrait «atteindre des niveaux significatifs à l'horizon 2030», grâce aux réformes juridiques et législatives régissant les transactions internationales, le développement de l'entrepreneuriat, le renforcement de l'investissement, la création d'un environnement favorable pour élargir les échanges commerciaux et encourager les opérateurs économiques à accéder aux marchés extérieurs, notamment dans les régions arabo-musulmane et africaine.

Après avoir évoqué la réunion de l'Assemblée générale de «AMAN», abritée pour la première fois en l'Algérie, Faid a affirmé la volonté de l'Algérie de renforcer la coopération avec l'Union «pour inclure une dimension régionale». Cette rencontre constitue une étape importante permettant l'élargissement de cette initiative de coopération en matière d'assurance-crédit, en faveur du renforcement des échanges commerciaux entre les pays africains et arabo-musulmans, a-t-il dit. Le ministre des Finances a abordé les mesures prises durant les dernières années pour le développement du secteur des assurances en Algérie. Le SG de l'Union "Aman", Khaled Khalafallah a relevé, de son côté, l'importance de l'assurance et le rôle du commerce extérieur dans le développement économique en général, notamment face aux fluctuations que connait le monde ces dernières années, et plus particulièrement aux changements dans la nature des risques que les compagnies d'assurance doivent désormais couvrir. Cette donne, précise-t-il, requiert de «renforcer et de développer les alliances et les unions professionnelles des compagnies spécialisées dans les assurances crédit du commerce extérieur aux niveaux national, régional et international, à l'instar de l'Union AMAN».

GROUPE DE LA BID

L'Algérie accueillera les assemblées annuelles de 2025

Par R E.

Le Groupe de la Banque islamique de développement (BID) a annoncé, lundi, son accord pour que l'Algérie accueille les travaux des Assemblées annuelles de cette institution financière et bancaire internationale dans le cadre de sa session de 2025.

Cette annonce a été faite par le président du Groupe, Mohammed Al-Jasser, dans une allocution, lors des travaux de la 14 éme Assemblée générale annuelle de l'Union des compagnies d'assurance et de réassurance contre les risques commerciaux et non commerciaux des pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (Aman), tenue à Alger. «Je vous transmets l'approbation du Conseil des gouverneurs de la Banque islamique de développement pour l'accueil, par l'Algérie, des Assemblées annuelles de la banque pour l'année 2025», a annoncé M. Al-Jasser, dans un discours tenu par visioconférence. A cette occasion, le président de la BID a également exprimé sa considération pour «les relations étroites qui lient l'Algérie à la Banque islamique de développement». Les Assemblées annuelles de la BID pour l'année en cours se sont tenues en avril dernier dans la capitale saoudienne, Riyadh, coïncidant avec le 50éme anniversaire de la fondation de la banque. Ces assemblées ont vu la participation des ministres du Plan, de l'Economie et des Finances des pays membres, ainsi que de représentants de diverses institutions financières, qui ont examiné les moyens de renforcer les relations économiques entre les pays membres et de promouvoir la coopération avec les institutions financières partenaires. A travers des financements islamiques à long terme, la BID est une institution financière multilatérale visant à promouvoir le développement humain, en se concentrant sur des aspects susceptibles de contribuer à l'amélioration et au renforcement du secteur de la santé, de promouvoir l'éducation, les infrastructures, le développement de la gouvernance et la réduction de la pauvreté. A noter que la BID, dont le siège est à Djeddah en Arabie saoudite, comprend 57 pays membres, dont l'Algérie, qui l'a rejointe en 1975 en tant que membre fondateur. La BID est un groupe bancaire spécialisé, comprenant plusieurs branches, telles que la Société islamique internationale de financement du commerce, la Société islamique pour l'assurance des investissements et des crédits à l'exportation, ainsi que le Fonds islamique de développement.

ENERGIE

Le ministre reçoit une délégation de la Société arabe «DHAMAN»

Par R E.

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, a reçu, dimanche, une délégation de la Société arabe de garantie des investissements et des crédits à l'exportation (DHAMAN), conduite par le directeur général, Rashed Ahmad Al-Haroun, avec lequel il a examiné les moyens de renforcement de la coopération entre les deux parties, indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre, qui s'est déroulée en présence de cadres du ministère, s'inscrit dans le cadre de la participation des responsables de la Société, basée au Koweït, à la réunion de l'Union des assureurs et réassureurs de risques commerciaux et non commerciaux des pays de l'OCI (Aman), qui se tiendra du 1er au 3 décembre à Alger. Lors de cette rencontre, les deux parties ont évoqué "les moyens de renforcer la coopération commune et de promouvoir les investissements en Algérie, outre le développement de la coopération régionale". Les deux parties ont également évoqué le rôle de l'assurance-crédit dans le soutien aux échanges commerciaux, aux exportations et à la réalisation de l'investissement, selon la même source. Les discussions ont porté sur le soutien aux investissements dans les projets en cours et futurs d'intérêt commun, notamment à travers le partage de connaissances et d'expériences, le renforcement des partenariats et l'exploration de nouvelles opportunités pour le développement de la gestion des risques et des services d'assurance dans la région, en mettant l'accent sur les grands projets structurants dans les secteurs de l'énergie, des mines, des énergies renouvelables, ainsi que les projets de dessalement de l'eau de mer.

A cette occasion, le ministre a présenté un exposé exhaustif sur les principaux axes du programme de développement du secteur de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables en Algérie, soulignant les nouveaux cadres réglementaires régissant les activités du secteur. M. Arkab a également énuméré les avantages et les incitations de la nouvelle loi sur l'investissement, offrant une série de garanties et de mesures à même de renforcer la confiance des investisseurs, et d'améliorer l'attractivité de l'Algérie en tant que destination compétitive pour les investissements. Il a affirmé que cette loi "reflète la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour renforcer le développement national et encourager l'entrepreneuriat et les investissements contribuant à la création de la richesse et l'emploi, tout en mettant l'accent sur la valorisation des ressources naturelles de l'Algérie dans les domaines des hydrocarbures, des mines et des énergies renouvelables", selon la même source. La Société "DHAMAN" a été fondée en 1974 en vertu d'un accord multilatéral entre plusieurs pays arabes. La Société vise à offrir des services de garantie contre les risques commerciaux et non-commerciaux pour les investissements interarabes, à sensibiliser aux questions d'investissement et d'exportation, à promouvoir l'industrie de la garantie et à fournir des services contribuant à améliorer le climat d'investissement et d'affaires dans la région arabe.

BÉCHAR

Mise en échec d'une tentative de contrebande d'une quantité importante de psychotropes

La direction générale des Douanes a annoncé, dimanche dans un communiqué, avoir mis en échec une tentative de contrebande d'une quantité importante de comprimés psychotropes dans la wilaya de Béchar avec l'arrestation de cinq (05) individus impliqués. "Dans le cadre des efforts constants des équipes douanières opérationnelles à travers le territoire de compétence de la direction régionale des Douanes de Béchar, en coordination avec les partenaires de sécurité, les agents de la brigade régionale de lutte contre la contrebande et la drogue des douanes relevant des services de l'Inspection divisionnaire des Douanes à Béchar, ont mis en échec, dans une action conjointe avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), une tentative de contrebande d'une quantité importante de psychotropes de 270.015 comprimés de type prégabaline 300 mg", lit-on dans le communiqué. L'opération a permis également la saisie de deux (02) véhicules touristiques et un (01) autre utilitaire, utilisés dans la contrebande, avec l'arrestation de cinq (05) individus qui ont été déférés devant les juridictions compétentes, ajoute le communiqué. Ces opérations consacrent "la coordination étroite entre les corps de sécurité de l'Etat dans le cadre de la lutte contre les différentes formes de contrebande et de crime transfrontalier, notamment la contrebande et le trafic illicite de drogues et de psychotropes", conclut la même source.

TÉBESSA

Convention de partenariat entre le secteur de la formation professionnelle et NESDA

Une convention de partenariat et de coopération a été signée à Tébessa entre le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels et l'antenne de wilaya de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), a indiqué dimanche le Directeur local du secteur. "Cette convention, signée avec l'agence la plus importante en matière de financement de la création de petites et moyennes entreprises, s'inscrit dans le cadre de l'ouverture du secteur de la formation sur l'environnement extérieur, par l'établissement de partenariats avec plusieurs secteurs, agences de soutien à l'emploi et entreprises publiques et privées pour assurer un accompagnement efficient des stagiaires suivant une formation dans les différentes spécialités", a déclaré, Lazhar Boudraâ à l'APS. L'accord vise également à renforcer la coopération entre les deux parties dans les domaines de la formation, de l'enseignement professionnel et de l'entrepreneuriat afin de soutenir les jeunes désireux de s'engager dans la création de petites et moyennes entreprises, contribuant ainsi à réaliser le développement durable dans la wilaya de Tébessa, a-t-il ajouté. L'antenne de wilaya de NESDA accompagnera, dans le cadre de cette convention, les "jeunes diplômés ambitieux du secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels souhaitant créer leurs propres projets et les concrétiser sur le terrain dans divers domaines, tout en leur facilitant les procédures d'obtention des financements prévus dans le cadre du dispositif géré par l'agence", a conclu le même responsable.

MÉDÉA

1,5 milliards de DA consacrés aux structures sportives les trois dernières années

Une enveloppe financière d'un montant de 1,5 milliard de dinars a été dégagée au cours des trois dernières années pour la mise à niveau de stades communaux et la réalisation de terrains de sports de proximité à travers les communes de Médéa, a-t-on appris dimanche, auprès de la Direction des équipements publics, maitre d'œuvre de ces projets.

Une dotation budgétaire de plus de 772 millions de DA provenant du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales a été consacrée, entre 2022 et 2024, à la mise à niveau pour homologation de quinze stades communaux situés dans de nombreuses localités de la wilaya, a fait savoir le directeur local des équipements publics (DEP), Redouane Houas. Les travaux de mise à niveau consistent en le revêtement des terrains de football en gazon synthétique, la réalisation de mur de clôture, l'aménagement des blocs vestiaires et les espaces extérieurs des sites de jeu, a-t-il détaillé.

Quatorze stades communaux sur les quinze ciblés ont été réceptionnés et mis à la disposition des clubs locaux, le dernier projet, localisé à Berrouaghia, est en cours d'exécution, a-t-il ajouté. Ces structures sportives sont localisées, entre autre, à El-Azzizia, Guelb-El-Kebir, Ouzera, Ouamri, Ouled Antar, Souagui et Ain-Boucif, a indiqué ce responsable. Par ailleurs, une enveloppe de 805 millions de DA a été injectée durant ces trois années pour la réalisation de douze terrains de sports de proximité, dont dix ont été achevés et livrés à la commune et deux autres situés à Robeia et Draa-Smar sont en phase de réalisation, selon M. Houas. Parmi les communes bénéficiaires de ce projet, le DEP cite Mfatha, El-Aouinet, Maghraoua, Zoubiria, Tamesguida et Oum-Djellil.

MILA

70 participants au stage régional de formation des cadres des cellules d'écoute à la prise en charge des toxicomanes

Un stage régional de formation des cadres des cellules d'écoute et de prévention à la prise en charge des toxicomanes s'est ouvert dimanche au siège de la wilaya de Mila avec la participation de 70 spécialistes en psychologie sociale. Les participants issus de 16 wilayas de l'Est du pays suivront durant ce stage de trois jours une formation aux méthodes de prise en charge et de réinsertion sociale des toxicomanes, a indiqué dans son allocution à l'occasion le directeur par intérim de la jeunesse et des sports de Mila, Riad Sebti. La rencontre est une opportunité pour l'échange des expériences entre les participants qui ont eu à suivre des cas d'addiction aux drogues, selon le même cadre. De son côté, le directeur du Centre de prévention et de lutte anti-drogue de Bouchaoui (Alger), Abdelkrim Abidat, a affirmé l'importance de la formation des psychologues et socio-psychologues qui ont la responsabilité d'accompagner et assister les toxicomanes pour les aider à s'affranchir de leur addiction. Le même spécialiste a invité les participants à se rapprocher autant que possible des jeunes pour les orienter, insistant également sur l'importance d'accompagner et de conseiller leurs parents pour parvenir à de meilleurs résultats. Le wali de Mila, Mustapha Koreich, qui a présidé l'ouverture de la rencontre a appelé à conjuguer les efforts de tous pour lutter avec efficacité contre le fléau de la toxicomanie.

KHENCHELA

90 foyers raccordés au réseau de gaz naturel à la commune de N'sigha

Pas moins de 90 foyers des deux localités d'Ouled Bousseka et Ouled R'ghis, situées, dans la commune de N'sigha (wilaya de Khenchela), ont été raccordés dimanche au réseau de distribution de gaz naturel. Présidée par le wali de Khenchela, Salim Harizi, cette opération de raccordement s'inscrit dans le cadre du programme complémentaire de développement décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune pour la wilaya de Khenchela, selon les explications techniques données par le directeur local de distribution de l'électricité et du gaz, Abdelkrim Bounoughaz. A Ouled Bousseka, 65 foyers ont été raccordés à la faveur de la réalisation dans un délai de 12 mois d'un réseau de 23 km de canalisation pour une enveloppe financière de 41 millions DA, a précisé le même cadre ajoutant que le raccordement des 25 autres foyers à Ouled R'ghis a nécessité un réseau de plus de 6 km installé pour un coût de 30 millions DA.

Les oppositions de certains citoyens liées à la nature juridique des terres traversées par le réseau ont été à l'origine du retard mis dans l'exécution des deux projets dans les délais initialement fixés, a précisé le même responsable. Le wali a exhorté les cadres locaux du secteur de l'énergie et de la direction de distribution de l'électricité et du gaz à assurer un suivi quotidien des projets de raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz, à sanctionner les entreprises retardataires et à résoudre les problèmes qui surviennent sur le terrain en coordination avec les présidents des assemblées populaires communales (APC) pour mener à terme ces projets qui contribuent à améliorer la qualité de vie des populations des localités reculées et montagneuses.

Prévenir le changement climatique coûte moins cher que de ne rien faire

Le prix à payer pour mettre en œuvre les mesures les plus élémentaires qui seraient nécessaires pour atténuer le changement climatique peut sembler élevé – jusqu'à ce que l'on se rende compte du coût dévastateur des catastrophes naturelles exacerbées par le changement climatique, qui se produisent déjà et continueront de se produire dans le futur immédiat.

Par Jacobin, Branko Marcetic

Il n'y a pas d'autre moyen de le dire : il est tout à fait absurde de craindre que le coût de la prévention des catastrophes climatiques ne soit trop élevé.

C'est absurde dans un système politique où l'argent surgit de nulle part et où des billions de dollars sont injectés dans le puits sans fond de gabegie qu'est le Pentagone. Et c'est absurde lorsque l'enjeu est la survie de la civilisation elle-même, auquel cas le déficit n'a pas vraiment d'importance.

Mais jouons à ce jeu pendant un moment, puisque ce discours axé sur le déficit continue d'être l'une des principales armes du lobby des combustibles fossiles et de ses proxies au Congrès et dans les médias. Même si ce discours ridicule est accepté tel quel, les destructions infligées à la côte Est le mois dernier par les seuls ouragans Hélène et Milton – tous deux rendus encore plus destructeurs par le réchauffement rapide du climat – montrent qu'il est bien plus coûteux de ne rien faire face au changement climatique que d'investir dans l'atténuation de ses effets et dans la prévention de l'aggravation de la situation.

Prenons l'exemple de la loi sur la réduction de l'inflation (IRA), principale avancée de l'administration Biden en matière de lutte contre le changement climatique et dernière cible en date de cette crainte du point de vue des coûts. Estimé dans un premier temps à 370 milliards de dollars, les crédits d'impôt illimités qu'il prévoit ont conduit certains économistes à revoir cette estimation à la hausse et à la situer dans une fourchette allant de 500 milliards de dollars à plus de 1000 milliards de dollars. Et ça, c'est beaucoup d'argent.

Penchons-nous maintenant sur les dégâts causés par les ouragans lors de ces deux événements survenus au cours du mois dernier. L'évaluation la plus récente des dégâts causés par Helene, réalisée par les experts d'AccuWeather, estime le total des dommages et des pertes économiques – c'est-à-dire la désorganisation des voyages et des affaires, et l'impact de l'ouragan sur le tourisme futur et sur les autres secteurs d'activité – à 225-250 milliards de dollars

Une estimation différente de la société d'analyse CoreLogic, qui ne prend en compte que les dommages matériels, évalue ceux-ci à un montant compris entre 30,5 et 47,5 milliards de dollars. Moody's Analytics estime le coût de la reconstruction à un montant de 34 milliards de dollars. Seule une petite partie de cette somme sera en fait prise en charge par les assureurs, car peu de gens dans les régions touchées sont assurés pour les dommages causés par les inondations.

Nous attendons encore des chiffres plus précis concernant les dégâts dus à Milton, mais selon le président Joe Biden, une première estimation les évalue à 50 milliards de dollars. Moody's les évalue à un montant situé entre 50 et 85 milliards de dollars, en conjuguant les dégâts matériels et les pertes économiques, tandis que d'autres analystes les évaluent à 175 milliards de dollars dans le scénario du pire pour la seule région de Tampa.

Ces chiffres seront très certainement révisés dans les mois à venir. Mais nous pouvons d'ores et déjà constater qu'au bas de l'échelle, ces seules deux catastrophes – qui, rappelons-le, deviendront la nouvelle réalité à mesure que le climat se réchauffe – totalisent approximativement un douzième des estimations les plus élevées de ce que l'IRA dépensera sur dix ans. Si nous prenons la version la plus haute des estimations des dommages, soit environ 335 milliards de dollars, cela représente environ un tiers de ce même total, et cela équivaut presque au montant initial de l'IRA, qui, encore une fois, est la dépense prévue pour la prochaine décennie.

Et il ne s'agit là que de ces deux ouragans. Sans compter que les six autres ouragans les plus meurtriers de ce siècle ont causé plus d'un demi billion de dollars de dégâts. Les données de la National Oceanic and Atmospheric Administration montrent que le nombre de catastrophes météorologiques majeures augmente régulièrement d'année en année. L'an dernier, 28 catastrophes ont coûté plus d'un milliard de dollars chacune, tel l'incendie de Maui, qui a causé 5,5 milliards de dollars de dégâts. Sans compter non plus les dommages et les pertes économiques causés par des incendies de forêt plus destructeurs, des sécheresses plus intenses, une multiplication des inondations non liées aux ouragans et la multitude d'autres catastrophes et perturbations liées au climat qui deviendront de plus en plus fréquentes si nous ne faisons rien – ou, pire encore, si nous attisons sciemment le problème, ce que les deux candidats à l'élection présidentielle promettent de faire.

Les analystes ont déjà chiffré le coût économique du changement climatique. En 2021, la compagnie d'assurance Swiss Re a prédit que le changement climatique réduirait la production économique mondiale de 11 à 14 % d'ici à 2050, soit une réduction stupéfiante de 23 000 milliards de dollars, dont un recul de 7 % de l'économie américaine. (À titre de comparaison, l'économie américaine a reculé de 4,3 % lors de la Grande récession de 2007 à 2009). Une étude plus récente de l'Institut de Potsdam pour la recherche sur l'impact du climat, en Allemagne, prévoit que d'ici 2049, le changement climatique réduira le revenu mondial de 19 %, soit 38 000 milliards de dollars, et que les ménages américains verront leurs revenus diminuer de 11 %.

Mais je le répète, même parler du coût financier du changement climatique est quelque peu absurde en comparaison des gigantesques conséquences sur le plan humain : la mort, la maladie, la famine, la guerre, l'instabilité politique et les déplacements considérables de population, non seulement en provenance d'autres pays, mais aussi à l'intérieur des États-Unis. La chose la plus intelligente à faire, et la plus rentable pour le contribuable américain, serait de commencer à faire des investissements sans précédent – des investissements beaucoup plus importants et plus diversifiés – dans les infrastructures, la technologie, les ressources logistiques et le filet de sécurité renforcé dont nous aurons besoin pour résoudre cette crise qui s'accélère et s'assurer que le niveau de vie des Américains soit sauvegardé.

Le moyen le plus simple d'y parvenir est de détourner la majeure partie du plus de 1000 milliards de dollars que les États-Unis consacrent déjà chaque année au domaine militaire, une somme gargantuesque qui n'est pas seulement un gaspillage, mais alimente la crise climatique (puisque la guerre et l'armée comptent parmi les pires pollueurs de la planète en matière de combustibles fossiles), tout en mettant régulièrement les Américains en danger. Le coût est tout simplement trop élevé pour ne pas faire ce choix.

(*) Branko Marcetic est un des rédacteurs de Jacobin, il est aussi l'auteur de Yesterday's Man : The Case Against Joe Biden (L'homme du passé, le dossier contre Joe Biden, NdT). Il vit à Chicago, dans l'Illinois.

Source : Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

EGYPTE

Le fabricant de vêtements Giza veut injecter 15 millions $ dans ses activités

En Egypte, l'industrie du textile et de l'habillement est l'une des plus développées d'Afrique avec celle du Maroc et de la Tunisie. Les perspectives de croissance du marché local et les opportunités existantes à l'export incitent les opérateurs à investir davantage dans le secteur.
En Egypte, le fabricant de vêtements prêts à l'emploi et de produits textiles Giza Spinning and Weaving prévoit d'injecter 15 millions $ au cours des 5 prochaines années dans le développement de ses activités. C'est ce qu'a révélé Fadel Marzouk, Président de la compagnie qui se confiait au média local Al Borsa News le mardi 26 novembre. Concrètement, ce projet d'investissement porte sur l'installation de 5 nouvelles usines de transformation basées en Haute-Egypte pour renforcer les opérations de l'entreprise dans la teinture, la filature et le tissage. Il est également prévu l'entrée en service d'une usine par an à partir de 2025.
D'après M. Marzouk cette démarche permettra à l'entreprise d'augmenter sa capacité de production annuelle de 12 % à 28 millions de pièces une fois les usines achevées. Elle s'inscrit en outre dans le cadre d'une stratégie visant à accroître les exportations à destination des USA, du Brésil, de l'Europe et des pays arabes.
Globalement, le projet d'investissement annoncé devrait contribuer à améliorer les performances de l'industrie égyptienne du textile à l'exportation au cours des prochaines années.
D'après les données du Conseil des exportations de vêtements prêts à l'emploi, le pays des pharaons a exporté pour plus de 2 milliards $ de vêtements sur le marché international au cours des 9 premiers mois de l'année 2024.
Fondé en 1979, Giza Spinning and Weaving a déclaré 150 millions $ de recettes d'exportations sur les 11 premiers mois de l'année 2024. Par ailleurs, les perspectives de croissance sur le marché local sont également prometteuses.
Les projections formulées sur la plateforme Statista indiquent que les ventes de vêtement devraient générer 17,5 milliards $ sur le marché égyptien en 2024 et afficher un taux de croissance moyen de 5,73 % par an jusqu'en 2029.

GRÂCE À UN ENVIRONNEMENT OPÉRATIONNEL SOLIDE

Moody's améliore les notes de 11 banques saoudiennes

Onze banques saoudiennes ont vu leurs notes de dépôt à long terme et de premier rang non garanti relevées par Moody's grâce à un environnement opérationnel solide.

L'agence de notation a également attribué la décision - qui concerne des institutions telles que Saudi National Bank, Al Rajhi Bank, Riyad Bank - à la plus grande capacité du gouvernement du Royaume à soutenir les banques en cas de besoin. Au début du mois de novembre, Moody's a modifié la note d'émetteur du gouvernement saoudien, la faisant passer de A1 à Aa3, ainsi que ses perspectives, qui sont passées de positives à stables.
Les autres banques concernées par ce changement sont la Saudi Awwal Bank, la Banque Saudi Fransi et l'Alinma Bank, ainsi que l'Arab National Bank, la Bank AlBilad et la Saudi Investment Bank.
La Bank AlJazira et la Gulf International Bank - Saudi Arabia ont également connu des changements.
L'agence a également modifié la perspective de la note des dépôts à long terme de toutes les banques en la faisant passer de stable à positive, à l'exception de la banque Al Rajhi, qui détenait déjà cette note.
"Les conditions de crédit pour les banques en Arabie saoudite s'améliorent car la dynamique de diversification économique reste robuste", a déclaré Moody's dans un communiqué de presse, ajoutant: "Nous nous attendons à ce que le PIB du secteur privé hors hydrocarbures continue de croître d'environ 4 à 5 pour cent dans les années à venir - parmi les plus élevés de la région du Conseil de coopération du Golfe et une indication des progrès continus dans la diversification qui réduira l'exposition du Royaume à l'évolution du marché du pétrole et à la transition carbone à long terme au fil du temps".
L'agence a également annoncé qu'elle avait revu à la hausse les évaluations de crédit de base de la Saudi National Bank, de la Saudi Awwal Bank et de la Gulf International Bank - Saudi Arabia, et qu'elle avait confirmé les évaluations de crédit de base des huit autres banques.
L'augmentation continue de l'emploi dans le Royaume, y compris la participation croissante des femmes à la main-d'œuvre, soutiendra la demande de services bancaires, selon Moody's.
"Dans ce contexte, nous nous attendons à ce que la croissance du crédit dans le système bancaire reste robuste, en particulier pour les emprunteurs de haute qualité liés à l'exécution des giga-projets, ce qui soutiendra à son tour la qualité des actifs et la rentabilité pour toutes les banques à travers le système, bien qu'à des degrés divers", a déclaré le rapport.
En ce qui concerne la probabilité d'un soutien gouvernemental, Moody's a modifié son évaluation de "élevée" à "très élevée" pour Alinma Bank, Bank AlBilad, Saudi Investment Bank et Bank AlJazira.
Le rapport indique que ce changement "reflète le rôle vital que joue le système bancaire dans le soutien du programme de diversification".
Il ajoute: "Le plan de diversification économique du gouvernement continue de progresser et, avec le temps, réduira encore l'exposition de l'Arabie saoudite à l'évolution du marché pétrolier. En outre, la stabilité et la résilience du système bancaire soutiennent la confiance des investisseurs, les investissements privés nationaux ou étrangers, ce qui est essentiel pour le plan de diversification du gouvernement et, à notre avis, augmente la probabilité d'un soutien du gouvernement en cas de besoin".
Dans son analyse de la Saudi National Bank - la plus grande institution de ce type dans la région du CCG - Moody's a déclaré que son bilan est bien diversifié dans les secteurs de la banque de détail, de la banque d'affaires et de la trésorerie, et qu'il soutient la qualité élevée et croissante de ses actifs, avec des prêts non productifs par rapport aux prêts bruts de 1,6 pour cent en septembre.
"Les réserves de liquidités de la banque restent saines et suffisantes pour modérer le risque de concentration sur les dépôts du gouvernement, une caractéristique commune à toutes les banques saoudiennes", ajoute le rapport.
En ce qui concerne la décision de confirmer le BCA d'Al Rajhi Bank à a3, Moody's a déclaré que cela "reflète la franchise de détail islamique domestique dominante de la banque et notre attente que l'amélioration des conditions d'exploitation soutiendra le maintien de la performance financière de la banque".

TUNISIE

Tozeur accueille du 3 au 5 décembre le premier Salon international du tourisme oasien et saharien

Tozeur arbitrera du 3 au 5 décembre 2024 la première session du Salon International du Tourisme Saharien et Oasien (ISSOT 2024), fruit d'un partenariat stratégique entre plusieurs acteurs clés du secteur du tourisme ISSOT 2024 a pour objectif principal de positionner la Tunisie et spécialement le sud tunisien comme une destination phare pour le tourisme durable, tout en équilibrant le développement économique et la protection des écosystèmes du Sahara et des oasis tunisiens. Un exemple réussi de partenariat entre le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, l'Office National du Tourisme Tunisien (ONTT), le Gouvernorat de Tozeur d'une part, et le secteur privé, la Fédération Tunisienne de l'Hôtellerie FTH, et la Fédération Tunisienne des Agences de Voyage et du Tourisme, d'autre part, avec l'appui de l'Agence des États- Unis pour le Développement International (USAID) dans le cadre du programme Visit Tunisia, l'organisation de Coopération Internationale Allemande GIZ, l'Association Allemande des Voyagistes Tour- Opérateurs DRV et la Fondation Tunisie pour le Développement.
Ce Salon accueillera une large variété d'exposants professionnels tels que les hôtels, les agences de voyages, les tour- opérateurs, les maisons d'hôtes et les organisations locales qui présenteront leurs services et produits.
L'ISSOT 2024 réunira des conférenciers de renom, des experts du secteur touristique qui partageront leurs expériences et visions autour des sujets clés, tourisme durable, digitalisation du secteur et préservation des écosystèmes.

MAURITANIE

Les opérateurs télécoms punis pour mauvaise qualité de service

Le gouvernement mauritanien met continuellement la pression sur les opérateurs pour garantir des services de qualité aux consommateurs. Par exemple, Mauritel a dévoilé, le 31 octobre, un programme d'investissements d'environ 35 millions $ visant à moderniser et étendre son réseau télécoms.
L'Autorité de régulation de Mauritanie (ARE) a annoncé, le mardi 26 novembre, avoir appliqué des sanctions pécuniaires et administratives à l'encontre des sociétés de téléphonie Mattel, Mauritel et Chinguitel.
Le régulateur télécoms leur reproche « des manquements constatés dans certaines villes, localités, axes routiers et agglomérations ».
Mauritel a écopé d'une sanction financière de 313,2 millions d'ouguiyas (7,85 millions $) et d'une réduction d'un mois de la durée de sa licence 2G en cours. Mattel s'est vue infliger une sanction financière de 127,03 millions d'ouguiyas suivie d'une réduction de deux mois de la durée de sa licence 2G en cours. Chinguitel, quant à elle, devra verser 100,2 millions d'ouguiyas au Trésor public. Les durées de ses licences 2G, 3G et 4G en cours ont également été réduites de trois, un et deux mois respectivement.
Cette décision de l'ARE fait suite à une mission de contrôle de la qualité des services de communications électroniques effectuée à partir du 23 septembre dernier. Le régulateur télécoms voulait vérifier si les opérateurs avaient amélioré leurs niveaux de conformité respectifs par rapport aux résultats d'une première mission de contrôle effectuée du 18 décembre 2023 au 24 janvier 2024. L'ARE s'attend à ce que les sanctions pécuniaires et administratives infligées aux opérateurs télécoms les incitent « à assurer en permanence aux utilisateurs du service, des niveaux de qualité conformes aux standards internationaux », conformément à leurs engagements contractuels. Par exemple, Mattel et Mauritel ont déjà annoncé des programmes d'extension et de modernisation de leurs réseaux respectifs, devant résulter en une amélioration de la qualité de service (QoS). Mauritel a déclaré avoir investi 14 milliards d'anciens ouguiyas (environ 35,16 millions $).
Il faut cependant rappeler que la régulation de la QoS par les amendes ne fait pas l'unanimité. L'Association mondiale des opérateurs de téléphonie (GSMA) estime par exemple que les objectifs fixés par les régulateurs télécoms peuvent être complexes et disproportionnés, avec un nombre élevé d'indicateurs de performance à mesurer et des paramètres souvent irréalistes qui ne tiennent pas compte de l'environnement local. Selon l'organisation, ces sanctions peuvent se révéler contre-productives, générant de l'incertitude pour les opérateurs et entravant leur capacité à mener à bien des plans de développement à long terme.
Pour remédier à cette situation, la GSMA recommande des approches alternatives, telles que la corégulation. « L'Autorité de régulation collabore activement avec les fournisseurs de services pour fixer des objectifs de rendement minimaux fondés sur une évaluation transparente et équitable des facteurs ayant une incidence sur la qualité de service. Les fournisseurs de services publient régulièrement des objectifs de performance pour les consommateurs afin d'obtenir un avantage concurrentiel », a expliqué l'association.

NIGERIA

Holcim va céder Lafarge Africa au chinois Huaxin pour 1 milliard $

La cession de Lafarge Africa marque une nouvelle étape dans le désengagement progressif de Holcim du continent africain. De son côté, Huaxin Cement poursuit son expansion en Afrique. Le groupe de Wuhan enchaîne les acquisitions sur un continent où la demande de ciment devrait croître de 77%, d'ici 2030.

Le groupe suisse Holcim, leader mondial des matériaux de construction innovants et durables, a annoncé la vente de sa participation de 83,8 % dans Lafarge Africa au Nigeria au géant chinois Huaxin Cement. Montant de la transaction : un milliard de dollars. Le groupe helvétique indique que ce désengagement, prévu pour être finalisé en 2025 sous réserve des autorisations réglementaires, fait partie intégrante de sa stratégie de rationalisation de ses activités et de recentrage sur des marchés jugés plus stratégiques.

Cap sur l'Amérique du Nord

Holcim a choisi de céder Lafarge Africa, acteur majeur sur le marché nigérian, pour recentrer ses efforts sur ses activités nord-américaines. Le groupe prévoit de scinder cette division et de l'introduire en Bourse aux États-Unis d'ici le premier semestre 2025. L'Amérique du Nord représente actuellement 25 % du chiffre d'affaires de Holcim et bénéficie de perspectives de croissance renforcées grâce au plan d'infrastructures de 1 200 milliards de dollars lancé par l'administration Biden.
Holcim entend tirer parti de ces investissements massifs tout en renforçant son portefeuille de produits durables, tels que le ciment à faible émission de carbone. L'investissement du groupe, en septembre 2024, dans Sublime Systems, une start-up américaine spécialisée dans les matériaux bas carbone, illustre cette ambition.

Lafarge Africa : une performance solide malgré les défis

Pourtant, Lafarge Africa, deuxième producteur de ciment au Nigeria derrière Dangote Cement, affiche des résultats financiers solides malgré un environnement économique difficile. En 2023, l'entreprise a enregistré un chiffre d'affaires de 405,5 milliards de nairas (NGN), soit environ 240,5 millions $, en hausse de 8,7 % par rapport à 2022. Le bénéfice net a également progressé, pour atteindre 60,1 milliards NGN, soit une augmentation de 52,9 %.
Cette dynamique s'est poursuivie en 2024, avec un chiffre d'affaires de 479,5 milliards NGN sur les neuf premiers mois de l'année, contre 289,1 milliards sur la même période en 2023.
Cependant, le marché nigérian reste marqué par de nombreux défis, notamment liés au naira. Au cours des neuf premiers mois de l'année dernière, les trois principaux producteurs de ciment du pays – Dangote Cement, WAPCO (Lafarge) et BUA Cement – avaient enregistré une hausse marquée de leurs pertes de change, qui avaient grimpé en moyenne de 441 % en glissement annuel pour atteindre un total de 135 milliards de nairas.
Malgré ce contexte défavorable, marqué par une volatilité des devises et un cadre réglementaire complexe, les trois entreprises avaient réussi à afficher un bénéfice avant impôts combiné de 478,6 milliards de nairas, soit une croissance moyenne de 15,28 % par rapport à l'année précédente.

Huaxin Cement s'implante davantage sur le continent

Pour Huaxin Cement, cette acquisition renforce sa stratégie d'expansion en Afrique. En 2021, le groupe chinois avait acquis une participation de 75 % dans Lafarge Zambia ainsi que l'intégralité de Lafarge Cement Malawi. L'année suivante, il avait ajouté à son portefeuille la Natal Portland Cement Company en Afrique du Sud. Avec l'achat de Lafarge Africa, Huaxin Cement consolide sa présence sur un marché africain en plein essor, où la demande en matériaux de construction est portée par une urbanisation rapide et d'importants projets d'infrastructure.
Avec une population de plus de 200 millions d'habitants, qui devrait atteindre 400 millions d'habitants d'ici 2050, le Nigeria est le pays le plus peuplé d'Afrique et l'un des plus gros consommateurs de ciment du continent, avec une demande estimée à 30,5 millions de tonnes en 2023 et des projections de consommation pouvant dépasser 50 millions de tonnes par an d'ici 2030.
Huaxin Cement mise sur les besoins croissants en infrastructures pour alimenter sa croissance. Selon la Banque africaine de développement, le continent nécessite chaque année entre 130 et 170 milliards de dollars d'investissements en infrastructures, une opportunité pour les entreprises du secteur. En Afrique subsaharienne, la demande mondiale de ciment est promise à une croissance de 77 % d'ici 2030, alors que selon la World Cement Association, elle devrait rester stable à l'échelle mondiale sur la période 2024-2030.

TOGO

Le gouvernement va baisser les droits d'accises pour les PME locales en 2025

Le gouvernement togolais prévoit d'alléger en 2025, les taux des droits d'accises appliqués à certains produits locaux, selon le projet de loi de finances adopté la semaine dernière en conseil des ministres. Cette mesure vise à stimuler la production locale et à soutenir les petites et moyennes entreprises (PME/PMI) du pays, tout en leur offrant des conditions fiscales plus avantageuses.
Selon le document, les produits naturels issus des PME/PMI locales, et certifiés par les organismes d'État habilités, bénéficieront de droits d'accises réduits entre le 1er janvier et le 31 décembre 2025. Ces allègements fiscaux s'appliqueront suivant des modalités qui seront définies par un acte réglementaire, a précisé le gouvernement.
Cette décision marque une dérogation à l'article 243 du Code général des impôts, qui établit des droits d'accises sur une large gamme de produits. À titre d'exemple, les boissons non alcoolisées, comme les boissons énergétiques et sucrées, sont actuellement taxées à 10%, tandis que les autres boissons non alcoolisées à l'exclusion de l'eau, sont soumises à un taux réduit de 5%. Les bières et autres boissons alcoolisées sont taxées respectivement à 20% et 60%. Le tabac, quant à lui, subit une taxation élevée de 100%.
Les produits de première nécessité, comme la farine de blé et les huiles alimentaires, bénéficient déjà de taux réduits de 1%, tandis que le café et le thé sont taxés à 10%. D'autres produits, comme les véhicules de forte puissance et les sachets en plastique, sont soumis à des droits de 5%, et les articles de luxe, comme les produits cosmétiques ou les pierres précieuses, à 15%. Au Togo, les droits d'accises ont rapporté à l'Etat 54 milliards FCFA en 2023, et le gouvernement s'attend à 56 milliards FCFA cette année, puis environ 66 milliards FCFA l'année prochaine.
En introduisant ces réductions pour les produits des PME/PMI locales — les taux ne sont pas encore connus —, le gouvernement espère renforcer leur compétitivité, encourager la transformation locale et dynamiser l'économie nationale. Ces droits d'accises sont non seulement une source importante de revenus pour l'État, mais le gouvernement veut les transformer aussi en levier pour réguler la consommation et encourager les petites industries locales. Vœu cher de Lomé, qui a multiplié ces dernières années les initiatives en faveur des petites et moyennes entreprises, la réduction des droits d'accises s'inscrit dans une dynamique de soutien affichée. Parmi les jalons posés, la charte des MPME, attendue comme un outil clé pour accompagner ces entreprises, reste encore à déployer. Le document, censé devenir pleinement opérationnel dans les mois à venir, prévoit une série de mesures ambitieuses pour répondre aux défis de ces structures, notamment leur difficulté chronique à accéder aux financements.

TCHAD

Djibouti adopte une stratégie nationale de cybersécurité pour 2024-2030

Le gouvernement djiboutien s'est engagé à faire du numérique un des axes du développement socioéconomique du pays. Pour y parvenir, l'exécutif veut assurer la sécurité de l'écosystème numérique national en pleine croissance. Djibouti dispose désormais d'une stratégie nationale de cybersécurité pour la période 2024-2030. Ce référentiel en matière de cybersécurité vise à renforcer la sécurité numérique du pays, en alignement avec son ambition de devenir un hub numérique régional fiable. Il a été élaboré par l'Autorité nationale de Cybersécurité (ANCS) et publié officiellement le jeudi 28 novembre.
Le document repose sur cinq piliers principaux, à savoir : le renforcement des institutions et du cadre de gouvernance, la protection des infrastructures critiques, l'intensification de la lutte contre la cybercriminalité, la formation des citoyens et des experts en cybersécurité, ainsi que la coopération nationale et internationale.
Le lancement de cette stratégie coïncide avec la première édition de la compétition Hackathon Cybersécurité - Djibouti 2024, un événement qui vise à mobiliser les talents locaux pour relever des défis technologiques liés à la cybersécurité. Ce projet s'inscrit également dans la vision « Djibouti Vision 2035 », le plan de développement national qui place la transformation numérique et la résilience face à la cybercriminalité au cœur des priorités.
Selon le rapport Global Cybersecurity Index 2024 publié par l'Union internationale des télécommunications (UIT) en septembre, Djibouti a montré un engagement notable dans le domaine de la cybersécurité, bien que des améliorations restent nécessaires. Le pays se classe dans le Tier 4 avec un score de 31,47 sur 100, ce qui souligne la nécessité de renforcer ses capacités dans ce domaine.
Avec cette nouvelle stratégie, Djibouti espère non seulement améliorer son classement, mais également bâtir un écosystème numérique résilient et sécurisé, essentiel pour stimuler une économie numérique florissante.
Ces efforts visent à positionner Djibouti comme un acteur clé de la cybersécurité en Afrique de l'Est, à attirer davantage d'investissements et à renforcer sa compétitivité sur la scène régionale et internationale.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses européennes attendues en repli, le budget français inquiète

Les principales Bourses européennes sont attendues en recul lundi à l'ouverture, les investisseurs se positionnant pour la publication d'indicateurs PMI et une possible censure du gouvernement français.

Les contrats à terme suggèrent une ouverture en recul de 1,08% pour le CAC 40 parisien, contre 0,09% pour le FTSE à Londres, 0,25% pour le Dax à Francfort, et 1,16% pour l'EuroStoxx 50.
Les indicateurs PMI manufacturiers définitifs pour novembre sont attendus à partir de 08h50 GMT et devraient confirmer le ralentissement de l'activité du secteur industriel dans le bloc.
Michel Barnier devrait engager lundi la responsabilité de son gouvernement sur le projet de budget de la Sécurité sociale (PLFSS) et s'exposer en retour à la censure avec le Rassemblement national (RN) en position d'arbitre.
Une telle issue ajouterait à la volatilité des actifs souverains français: l'écart entre le Bund et l'OAT à 10 ans a atteint mercredi un plus haut depuis 2012, à 90,3 points de base, tandis que les titres souverains grecs affichaient vendredi une meilleure performance que les titres hexagonaux.
L'écart de rendement atteint 83 pb à l'ouverture des marchés de taux, lundi.
De nombreux indicateurs sont attendus au cours de la semaine, dont le rapport mensuel sur l'emploi américain, vendredi.
Les investisseurs seront attentifs aux données en provenance des Etats-Unis, où la présidence de Donald Trump complique les perspectives d'activité et de politique monétaire.

LES VALEURS A SUIVRE

A Wall Street

La Bourse de New York a fini en hausse vendredi à l'issue d'une session raccourcie au lendemain de Thanksgiving, portée par les valeurs technologiques et le secteur de la distribution avec le début de la période des achats de fin d'année avec le "Black Friday".
L'indice Dow Jones a gagné 0,42%, ou 188,59 points, à 44.910,65 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a pris 33,64 points, soit 0,56% à 6.032,38 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 157,69 points, soit 0,83% à 19.218,166 points.
Le S&P-500 et le Dow Jones ont terminé à des records de clôture.

En Asie

La Bourse de Tokyo a progressé, soutenue par les valeurs bancaires qui anticipent de nouvelles hausses de taux mais sous la pression du recul de Fast Retailing. L'indice Nikkei a gagné 0,8% lundi à 38.513,02 points. Le Topix, plus large, a pris 1,27% à 2.714,72 points.
Le dirigeant de Fast Retailing, qui détient Uniqlo, est critiqué en Chine pour avoir déclaré ne pas acheter de coton produit au Xinjiang. Le groupe a perdu 1,3%.
Les indices chinois ont terminé en hausse, soutenus par les bons chiffres d'activité industriels, l'indicateur PMI Caixin Global du secteur touchant un plus haut sur 5 mois. L'indice hongkongais Hang Seng progresse de 0,46%, le SSE Composite de Shanghai s'est renforcé de 1,13%, le CSI 300 de 0,79%.

Taux

Les rendements progressent aux Etats-Unis, les investisseurs se positionnant pour de nombreuses publications d'indicateurs cette semaine.
Au Japon, les rendements touchent un plus haut en 16 ans, le gouverneur de la Banque du Japon ayant déclaré qu'une hausse de taux "approchait", les indicateurs étant en ligne avec un tel scénario.
Le rendement du Treasury à dix ans prend 2,1 pb à 4,2148%, tandis que le rendement du titre à deux ans progresse de 2,6 pb à 4,2002%.
Le rendement de l'obligation japonaise à 10 ans atteint 1,078%.
Le rendement du dix ans allemand recule de 1,6 pb à 2,072%, celui du taux à deux ans perd 2,7 pb à 1,929%.

Changes

Le dollar se renforce, Donald Trump ayant demandé samedi des pays regroupés sous l'acronyme des BRICS qu'ils s'engagent à ne pas créer de nouvelle devise ni à soutenir la moindre monnaie susceptible de remplacer le dollar dans les échanges internationaux, tandis que l'incertitude politique française pèse sur l'euro.
Le dollar gagne 0,39% face à un panier de devises de référence, l'euro s'érode de 0,51% à 1,0521 dollar, et la livre sterling perd 0,34% à 1,2694 dollar.
En Asie, le yen décline de 0,46% à 150,44 yens pour un dollar, le dollar australien cède 0,11% à 0,6503 dollar.

Pétrole

Les bonnes données d'activité en Chine soutiennent le baril, tandis que la situation au Moyen-Orient demeure instable.
Le Brent progresse de 0,92% à 72,5 dollars le baril, le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) se renchérit de 0,96% à 68,65 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 02 Décembre 2024
Valeur : 04 Décembre 2024

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.6388	133.6538
1	EUR	EURO	140.3608	140.4033
1	GBP	POUND STERLING	169.4634	169.5254
100	JPY	JAPANESE YEN	88.9502	88.9839
1	CNY	CHINESE YUAN	18.3853	18.3881
1	CHF	SWISS FRANC	151.0043	151.1066
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.1776	95.2154
1	DKK	DANISH KRONE	18.8192	18.8229
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.1789	12.1911
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.0378	12.0434
1	AED	UAE DIRHAM	36.3801	36.3941
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.5687	35.5784
1	KWD	KUWAITI DINAR	434.5977	434.9294
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.1210	42.5443
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.3608	13.3623
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.3872	27.5280
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3494	3.3598
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	175.5946	175.5946

MARCHÉS EN ASIE

Tokyo prudente, les places chinoises confiantes

Les marchés asiatiques profitent lundi de l'enthousiasme de Wall Street après Thanksgiving, Tokyo restant néanmoins prudent avant une possible hausse de taux au Japon et des données sur l'emploi américain, tandis que les Bourses chinoises se réjouissent d'une progression de l'activité manufacturière. A Tokyo, les indices évoluaient dans des directions opposées, pris entre l'optimisme de la Bourse de New York en fin de semaine dernière et les vents contraires d'une remontée du yen, après des propos du gouverneur de la Banque du Japon (BoJ), Kazuo Ueda, évoquant de possibles prochaines hausses de taux. Vers 02H00 GMT, l'indice vedette Nikkei perdait 0,29% à 38.097,98 points, tandis que l'indice élargi Topix gagnait lui 0,44% à 2.692,43 points. Après s'être sensiblement renforcée dans la foulée de ces déclarations, faisant passer le billet vert sous la barre des 150 yens pour un dollar, la monnaie japonaise refluait vers 02H00 GMT à 150,55 yens pour un dollar (-0,5%). Les places chinoises étaient dans le vert, après la publication ce week-end de chiffres montrant une progression de l'activité manufacturière dans le pays en novembre, pour le deuxième mois consécutif. Vers 02H00 GMT à Hong Kong, l'indice Hang Seng gagnait 1,28% à 19.671,60 points. L'indice composite de Shanghai prenait 0,58% et celui de Shenzhen 1,03%. Sur le marché du pétrole, le prix du baril de West Texas Intermediate (WTI) progressait de 0,28% à 68,19 dollars, et celui de Brent de la mer du Nord avançait de 0,32% à 72,07 dollars.

BOURSE DE PARIS

Stellantis plonge de plus de 7% après la démission de son DG

L'action du constructeur automobile franco-italo-américain Stellantis dévisse de plus de 7% lundi à la Bourse de Paris, après l'annonce de la démission dimanche soir de son directeur général Carlos Tavares.
Vers 8H45 GMT, le titre perdait 7,41%, à 11,61 euros, en dernière place de l'indice CAC 40, lui-même en recul de 0,96%.
Le groupe automobile Stellantis (marques Peugeot, Citroën, Fiat, Chrysler, Opel, Lancia, Jeep...) a annoncé dimanche la démission "avec effet immédiat" de M. Tavares, dont le successeur sera nommé au premier semestre 2025.
Le conseil d'administration avait déjà mis en sursis M. Tavares, 66 ans, en annonçant début octobre son départ à la retraite et lancé un processus de succession, mais des désaccords ont accéléré sa démission.
Les planètes n'étaient plus alignées, avec des "points de vue différents" entre le conseil d'administration et M. Tavares, a expliqué Henri de Castries, administrateur de Stellantis.
John Elkann, président du conseil d'administration de Stellantis et héritier du principal actionnaire du groupe, la famille italienne Agnelli, avait notamment écarté tout rapprochement avec un autre groupe automobile, dans un entretien avec l'AFP en octobre, alors que M. Tavares laissait la porte ouverte.
Venu de Renault , M. Tavares s'était fait un nom en redressant le groupe PSA (Peugeot-Citroën) à partir de 2014, en réduisant les coûts.
Il avait ensuite mené la mégafusion entre PSA et FCA (Fiat-Chrysler). Depuis la création de ce groupe aux quatorze marques en 2021, Stellantis a enchaîné les records de bénéfices nets.
Le groupe s'est aussi tourné rapidement vers les voitures hybrides et électriques.
Mais Stellantis a toussé au premier semestre 2024, avec un bénéfice net divisé par deux, avant de voir ses marges s'effondrer face à des difficultés plus graves que prévu en Amérique du Nord - sa machine à cash - avec des véhicules à la qualité critiquée et des tarifs jugés trop hauts.
M. Tavares a dû abandonner fin septembre son objectif sacré de marge opérationnelle à "deux chiffres" pour l'année, qui le plaçait loin devant ses concurrents.
Le processus de nomination du nouveau directeur général du groupe est déjà "en bonne voie" et "aboutira au cours du premier semestre de 2025", a souligné le groupe.
Dans un contexte de difficultés pour le secteur automobile, l'action de Renault perdait 3,97% vers 08H45 GMT à Paris et celle de Volkswagen, dont les salariés ont lancé une grève lundi, reculait de 1,49% à Francfort.

ETATS-UNIS

Biden accorde la grâce présidentielle à son fils Hunter

Le président américain Joe Biden a annoncé dimanche gracier son fils cadet, Hunter, à quelques semaines de son départ de la Maison Blanche. Revenant ainsi sur sa promesse de ne pas lui accorder.

Joe Biden a fini par gracier son fils, Hunter Biden. Accorder la grâce à certaines personnes condamnées est une pratique courante en fin de mandat pour un président. Mais le dirigeant actuel avait jusqu'ici promis de ne pas en faire profiter son cadet. Encore la semaine dernière lorsqu'il a gracié deux dindes à l'occasion de la fête familiale de Thanksgiving. Un rétropédalage qu'il a expliqué dans un communiqué. « Aucune personne raisonnable qui examine les faits dans les affaires concernant Hunter ne peut aboutir à une autre conclusion que celle-ci : Hunter a été pointé du doigt uniquement parce qu'il s'agit de mon fils - et cela ne va pas », a justifié dimanche le démocrate dans un communiqué.

Hunter Biden, 54 ans, a plaidé coupable en septembre de fraude fiscale devant un tribunal de Los Angeles, en Californie, lui évitant un procès - il risquait jusqu'à 17 ans de prison. Il a aussi été reconnu coupable d'avoir menti sur son addiction aux drogues lors de l'achat d'une arme, un délit dans l'État du Delaware. Il encourait pour cette affaire 25 ans d'emprisonnement. Ex-avocat et homme d'affaires aujourd'hui reconverti dans la peinture, il attendait encore de savoir de quelle peine il écoperait dans chacun de ces dossiers.

Une épine dans le pied de la famille Biden

Dans une déclaration aux médias américains, Hunter Biden a affirmé qu'il allait « consacrer la vie (qu'il a) reconstruite à aider ceux qui sont encore malades et qui souffrent ». Ses avocats ont aussi soutenu que c'était uniquement parce qu'il était le fils du président qu'il avait été traduit en justice. Un argument appuyé par son père dans son communiqué.

« Les accusations dans ses affaires ont émergé seulement après que plusieurs de mes opposants politiques au Congrès en ont été les instigateurs pour m'attaquer et s'opposer à mon élection », a poursuivi Joe Biden.

Hunter Biden a payé des arriérés d'impôts, ainsi que des pénalités imposées par les autorités. Il avait d'ailleurs déjà conclu un accord qui lui aurait permis d'éviter la prison, mais celui-ci a été rompu à la dernière minute.

Son cas a en tout cas longtemps été une épine dans le pied de la famille Biden, en particulier au cours de cette année électorale. Les Républicains n'ont pas manqué d'attaquer Joe Biden à son sujet, affirmant que son fils bénéficiait d'un excès d'indulgence.

Une indépendance qui pose question

Cette décision ne manquera pas de susciter de nouvelles interrogations sur l'indépendance du système judiciaire américain. Un sujet que Joe Biden évoque dans son communiqué. « J'ai dit que je n'interférerai pas avec les prises de décision du ministère de la Justice et j'ai tenu parole même quand j'ai vu mon fils être poursuivi de manière sélective et injuste », a assuré Joe Biden.

« Je crois dans le système judiciaire mais (...) je crois aussi (qu'une forme) grossière de la politique a infecté ce processus et (que) cela a conduit à une erreur judiciaire », a-t-il ajouté.

Pratique presque courante

Joe Biden n'est toutefois pas le seul président américain à avoir eu recours à la grâce pour venir en aide à des membres de sa famille ou des alliés politiques. D'autres l'ont fait avant lui. À l'image de Bill Clinton, qui a gracié son demi-frère condamné pour possession de cocaïne. Ou de Donald Trump qui a fait de même avec Charles Kushner, le père de son gendre, condamné pour fraude fiscale - le futur ex-président a d'ailleurs nommé celui-ci comme ambassadeur des États-Unis en France. Dans les deux cas néanmoins, ces deux hommes avaient déjà purgé leur peine de prison.

Donald Trump ne compte d'ailleurs pas s'arrêter en si bon chemin. Il a en effet promis de gracier toutes les personnes condamnées pour avoir envahi le Capitole, le 6 janvier 2021, afin d'essayer d'empêcher le Congrès de certifier la victoire de Joe Biden. Le républicain y a fait référence dans un message publié sur son réseau Truth Social dimanche soir. « La grâce accordée par Joe à Hunter inclut-elle les otages (du 6-Janvier), qui sont emprisonnés depuis des années ? Quel abus et quelle erreur judiciaire ! », a écrit Donald Trump.

Joe Biden pourra encore prendre des décisions de grâce d'ici la passation de pouvoir, le 20 janvier prochain. Peu de doute néanmoins sur le fait que les partisans de Donald Trump n'en bénéficieront pas.

EN COLLABORATION AVEC SHELL

Un accord a été trouvé pour la fourniture de gaz du Qatar à la Chine

Le Qatar va fournir trois millions de tonnes de gaz par an à la Chine selon les termes d'un accord avec Shell, basé à Londres, a annoncé lundi la société énergétique publique de l'émirat. Les livraisons de gaz naturel liquéfié (GNL) vont commencer en janvier 2025 comme le prévoit un «nouvel accord de vente et d'achat à long terme», a déclaré QatarEnergy dans un communiqué, sans révéler la durée précise de l'accord.

«Nous sommes heureux de conclure ce nouvel accord à long terme avec notre partenaire, Shell. Cet accord permet de répondre aux exigences des clients de Shell en Chine et renforce notre contribution à la satisfaction des besoins des clients dans le monde entier », a déclaré, dans le communiqué, le ministre de l'Énergie, Saad al-Kaabi, qui est également le directeur général de QatarEnergy. Le Qatar est l'un des principaux producteurs mondiaux de GNL, aux côtés des États-Unis, de l'Australie et de la Russie.

Les pays asiatiques, avec la Chine, le Japon et la Corée du Sud, sont le principal marché du gaz qatari, mais la demande a également augmenté dans les pays européens depuis que la guerre de la Russie contre l'Ukraine a affecté les approvisionnements russes. Ces dernières années, le Qatar a conclu d'autres accords d'approvisionnement en GNL à long terme avec Total (France), Shell, Petronet (Inde) et Eni (Italie), entre autres, dont la plupart ont une durée de 27 ans. Un premier accord a été conclu en 2022 avec Sinopec (Chine).

FRANCE

La production manufacturière accentue son repli en novembre, selon l'indice PMI

La production manufacturière française a accentué son repli en novembre en raison d'une baisse importante des nouvelles commandes, selon l'indice PMI publié lundi par l'agence S&P Global et la Hamburg Commercial Bank (HCOB).

L'indice des acheteurs pour l'industrie manufacturière s'est établi à 43,1 en novembre, contre 44,5 en octobre, le taux de contraction le plus élevé depuis décembre 2023. Un indice inférieur à 50 signale une contraction.

Les nouvelles commandes ont enregistré leur plus forte baisse depuis mai 2020, lors de la première vague de Covid, en raison d'une demande faible en France comme à l'étranger, notamment en Allemagne et aux États-Unis. Les quelque 400 entreprises interrogées ont notamment signalé «une faiblesse particulière de l'activité» dans les industries automobile et cosmétique, ainsi que dans le secteur du bâtiment.

L'emploi a reculé avec le non-renouvellement de contrats temporaires, ainsi que les prix de vente dans un environnement concurrentiel, malgré une hausse des coûts.

Dans ce contexte, les fabricants ont réduit leurs achats afin de préserver leur trésorerie.

Ils sont pessimistes concernant leur activité au cours des douze prochains mois, un pessimisme qui s'explique «par le climat d'incertitude actuel, par la faiblesse de la conjoncture dans les secteurs du bâtiment et de l'automobile ainsi que par des conditions défavorables sur les marchés étrangers», selon S&P Global et HCOB.

La Norvège suspend ses projets d'extraction minière sous-marine

La Norvège ne délivrera pas, comme initialement prévu, de permis de prospection minière sous-marine dans ses eaux en 2025, a annoncé dimanche un parti allié au gouvernement de centre-gauche. "Aucune annonce de concessions pour l'exploitation minière du fond marin en 2024 et 2025", a indiqué dans un communiqué le parti de la Gauche socialiste qui dit avoir arraché cette concession pour apporter son soutien au projet de budget 2025 du gouvernement, minoritaire au Parlement. "Nous avons arrêté les projets d'extraction de minerais dans les fonds sous-marins", a déclaré Kirsti Bergstoe, cheffe de la Gauche socialiste, lors d'une conférence de presse. Dans un communiqué, le parti précise que cette suspension vaut pour 2024 et 2025. Malgré les objections de scientifiques, d'ONG et d'autres Etats, la Norvège comptait attribuer ses premiers permis d'exploration minière sous-marine l'an prochain, ce qui aurait pu en faire l'un des premiers pays au monde à exploiter les fonds sous-marins. En janvier, le Parlement norvégien avait donné son feu vert à l'ouverture d'une partie des fonds sous-marins à la prospection minière, sur 280.000 km2, soit plus que la superficie totale du Royaume-Uni.

ITALIE

Le taux de chômage poursuit sa décrue en octobre, à 5,8%

Le taux de chômage en Italie a poursuivi sa baisse en octobre, passant à 5,8%, soit un recul de 0,2 point par rapport au mois précédent, a indiqué lundi l'Institut national des statistiques (Istat). Le taux de chômage des jeunes de 15-24 ans a lui reculé davantage, perdant 1,1 point à 17,7%, tout en restant à un niveau très élevé. Celui des femmes a baissé de 0,3 point sur un mois, à 6,3%, tandis que celui des hommes a cédé 0,2 point à 5,4%.

Le nombre de personnes à la recherche d'un travail a baissé de 3,8% en octobre sur un mois, soit 58.000 demandeurs d'emploi de moins. Parallèlement, le taux d'emploi général de la population active a augmenté de 0,1 point à 62,5%. Le nombre de personnes en activité s'est accru de 363.000 par rapport à octobre 2023, dépassant le seuil des 24 millions.

CARLOS TAVARES

Comment l'homme providentiel de PSA Peugeot-Citroën est devenu l'homme à abattre chez Stellantis

L'annonce de la démission de Carlos Tavares a surpris le monde automobile. Mais la figure du patron portugais de Stellantis cristallisait de plus en plus les réactions négatives, au point de quasiment faire oublier qu'il avait beaucoup contribué au sauvetage de l'ancien groupe PSA Peugeot-Citroën.

L'âge du départ à la retraite a été avancé pour Carlos Tavares. Alors qu'il devait initialement quitter son poste en 2026, le patron portugais ne passera finalement pas Noël à la tête de Stellantis. Le groupe euro-américain a annoncé le dimanche 1er décembre que son conseil d'administration, "réuni ce jour sous la présidence de John Elkann, [avait] accepté la démission de Carlos Tavares de CEO de Stellantis avec effet immédiat". D'après Henri Castries, l'un des administrateurs de la multinationale, cette décision résulterait de "points de vue différents". Mais les raisons exactes de ces divergences restent encore inconnues pour l'instant, et pourraient demeurer secrètes encore longtemps. Une chose est sûre, en revanche : ces derniers mois, la figure du dirigeant portugais apparaissait de plus en plus controversée. Un sacré contraste avec son arrivée à la tête de PSA, il y a un peu plus de dix ans, début 2014.

Un sauvetage de PSA au forceps

Avant Stellantis, il y avait en effet PSA, un petit groupe franco-français qui ne regroupait que Peugeot et Citroën initialement. Il a frôlé la faillite en 2012 et ne doit son salut qu'à l'entrée dans son capital du chinois Dongfeng et de l'Etat français. Ancien numéro 2 de Carlos Ghosn chez Renault, Carlos Tavares prend donc les commandes d'un navire à la santé encore très fragile. Il y arrive auréolé d'une image très positive, notamment auprès des passionnés d'automobiles. Le natif de Lisbonne aime en effet à piloter sur circuit ou en rallye lors de ses week-ends, tout en étant présenté comme artisan de la renaissance d'Alpine.

Mais l'heure n'est pas aux modèles sportifs chez PSA. La priorité est davantage à la réduction des coûts, qui permet à l'entreprise de rapidement renouer avec la rentabilité. Carlos Tavares n'hésite d'ailleurs pas à supprimer certains modèles porteurs d'image, comme le coupé RCZ, pour privilégier uniquement les véhicules les plus lucratifs, à commencer par la deuxième génération du Peugeot 3008. Lancé en 2016, ce SUV compact connaît un gros succès commercial malgré des tarifs loin d'être amicaux… synonymes de marges confortables.

Un rachat d'Opel mené avec succès

La création de la marque DS, en 2014, était quant à elle déjà sur les rails au moment de l'arrivée du patron portugais. Mais c'est bien sous sa présidence que PSA va prendre le contrôle d'Opel et de sa filiale britannique Vauxhall. Alors propriétés de l'américain General Motors, ces deux constructeurs offrent à l'entreprise des perspectives de développement sur des marchés aussi cruciaux que l'Allemagne ou le Royaume-Uni. En prime, il existe déjà des liens, puisque les Crossland X et Grandland X sont des cousins des Citroën C3 Aircross et Peugeot 3008.

Reste à redresser ces deux labels qui accumulent les pertes en Europe depuis de nombreuses années. Encore une fois, Carlos Tavares y parviendra en appliquant une méthode déjà éprouvée par Volkswagen : celle du partage de plateforme et de motorisation entre de nombreux modèles au style et à l'habitacle pourtant très différents. Déjà bien avancé, le développement de la nouvelle Corsa sur base General Motors est ainsi annulé tardivement pour pouvoir reprendre les dessous et même une partie de la carrosserie de la deuxième génération de Peugeot 208.

La création d'un géant nommé Stellantis

Ce rachat d'Opel permet à PSA de grandir. Mais pour Carlos Tavares, le groupe est encore trop dépendant de l'Europe, notamment à cause de ventes restées timides en Chine, et il n'a pas atteint la taille suffisante pour être assuré de survivre. Le patron portugais va donc contribuer activement à la fusion de l'entreprise à 50/50 avec FCA (Fiat-Chrysler Automobiles). Ce dernier est solidement implanté sur le marché américain, au nord comme au sud, et davantage en difficulté sur le Vieux Continent. La création de ce géant paraît donc pertinente, même si certaines de ses quatorze marques apparaissent mal en point ou trop proches dans leur positionnement. Le nom de Stellantis est choisi début 2021 pour baptiser cette nouvelle entité, et Carlos Tavares, désormais en position de directeur général (CEO en anglais), continue d'y appliquer sa méthode très rationnelle. Pour le plus grand plaisir des actionnaires, qui se félicitent d'excellents résultats commerciaux en 2021, 2022 et 2023 malgré un contexte économique compliqué.

Un dirigeant très controversé

Mais le bilan de l'homme d'affaires portugais est loin de faire l'unanimité. Sa rémunération toujours plus élevée a notamment fait l'objet de fréquentes controverses, d'autant qu'elle s'accompagnait d'un management jugé très autoritaire. Dans sa quête effrénée de réduction des coûts, Carlos Tavares n'épargne personne. Il met la pression à ses fournisseurs comme à ses salariés, sans avoir peur de se mettre à dos les syndicats ou son réseau de concessionnaires. Il n'hésite pas non plus à multiplier les déclarations choc, notamment sur la voiture électrique qu'il critique parfois de manière véhémente, et alerte sur la menace des constructeurs chinois… tout en s'associant avec l'un d'entre eux, Leapmotor, pour l'aider à distribuer ses produits sur le continent européen. Les problèmes de fiabilité des moteurs 1.2 Puretech et 1.5 BlueHDi ou le rappel des airbags Takata sur certains modèles Citroën/DS ne contribueront pas à renforcer son image auprès du grand public. Mais ce sont bien les résultats en forte baisse de Stellantis en 2024 qui sont sans doute les principaux responsables de sa "démission". La situation est particulièrement délicate en Amérique du Nord où les stocks de véhicules invendus se sont accumulés. Les ventes en Europe ne sont guère plus reluisantes, et le cours de l'action n'a cessé de chuter. Dans ces conditions, Carlos Tavares faisait office de "bouc émissaire" facile, et il y a fort à parier que son départ ait été négocié… moyennant de juteuses indemnités. Mais son successeur, qui sera désigné au premier semestre 2025, n'aura clairement pas la partie facile pour redresser la barre, et il n'est pas du tout certain que ses décisions le rendent plus populaire…

DANS UNE OPÉRATION CHOC INTERNATIONALE

Interpol intercepte des millions volés et abat un réseau criminel tentaculaire

C'est lors d'une opération mondiale sans précédent qu'Interpol a démantelé un vaste réseau de cybercriminels. La police mondiale a ainsi arrêté 5 500 suspects et récupéré plus de 400 millions de dollars volés.

L'opération HAECHI V d'Interpol s'est déroulée entre l'été et l'automne 2024. Elle ciblait pas moins de sept types de crimes financiers — phishing vocal, escroqueries sentimentales, sextorsion en ligne, fraude à l'investissement, jeux de hasard illégaux, fraude par compromission de courrier électronique et fraude au commerce électronique — et a mobilisé les forces de l'ordre de 40 pays. Et pour cause, 5 500 suspects arrêtés, plus de 400 millions de dollars d'actifs récupérés. C'est sans doute en Asie de l'Est qu'a été réalisé le plus gros coup de filet, qui a anéanti un réseau de phishing vocal ayant escroqué 1,1 milliard de dollars à plus de 1 900 victimes.

La technologie I-GRIP : comment Interpol intercepte en temps réel les transferts criminels à travers le monde

Avec Interpol, les opérations se succèdent et l'addition est toujours lourde pour les cybercriminels. Après Serengeti, qui a permis l'arrestation de plus de 1 000 suspects et l'identification de près de 200 millions de dollars de pertes financières, Haechi V a frappé fort. Très fort et à travers le monde, grâce à l'arme secrète d'Interpol contre la cybercriminalité financière, baptisée I-GRIP. Ce système mondial d'intervention rapide sur les paiements révolutionnaires est capable de bloquer instantanément des transferts frauduleux entre pays. Ainsi, la police de Singapour a récupéré 39,3 millions de dollars sur 42,3 millions volés à une entreprise, grâce à une collaboration éclair avec les autorités du Timor-Leste.

À Guernesey, une simple session de sensibilisation a conduit à l'interception de 2,5 millions de dollars de fonds frauduleux au Portugal. Ces success-stories démontrent que la coopération policière internationale peut désormais contrer la rapidité des réseaux criminels. En seulement cinq mois, Interpol a presque doublé le nombre de cas résolus et triplé le nombre de comptes de services d'actifs virtuels bloqués par rapport à 2023.
Une citation du secrétaire général d'Interpol, Valdecy Urquiza, résonne comme un avertissement : « La nature transfrontalière de la cybercriminalité rend essentielle la coopération policière internationale, et le succès de cette opération soutenue par INTERPOL montre les résultats que l'on peut obtenir lorsque les pays travaillent ensemble. Ce n'est qu'en unissant nos efforts que nous pourrons rendre le monde réel et le monde numérique plus sûrs ».

Le succès de l'opération Haechi V : le vol de plus d'un milliard de dollars par un réseau de phishing en Corée

Le coup de force le plus spectaculaire de l'opération HAECHI V s'est déroulé en Asie de l'Est, où les polices coréenne et chinoise ont démantelé un réseau criminel d'une rare brutalité. Ces escrocs avaient développé un mode opératoire glaçant : se faire passer pour des agents des forces de l'ordre, utilisant de fausses identités pour manipuler leurs victimes. Leur technique ? Une ingénierie sociale redoutablement efficace qui leur a permis de voler 1,1 milliard de dollars à plus de 1 900 personnes.
À l'instar de son collègue, Lee Jun Hyeong,

le chef du Bureau central national Interpol de Séoul, a déclaré : « Nos collègues, ici en Corée et dans les services de police du monde entier, ont fait preuve d'un dévouement et d'un professionnalisme exceptionnels au cours de l'Opération HAECHI V. Nos efforts ont non seulement permis de traduire les malfaiteurs en justice, mais aussi de réaliser des progrès significatifs en matière d'interception et de récupération de fonds illicites. Nous continuerons à contribuer à une réponse rapide et efficace à la cybercriminalité financière ».
Les enquêteurs ont par ailleurs découvert les stratagèmes utilisés par les cybercriminels pour venir à bout de leurs victimes. Le plus souvent, c'est la pression psychologique exercée qui a fonctionné le mieux, via l'usurpation d'identité d'officiers de police pour créer un sentiment d'urgence et de légitimité. Chaque appel était méticuleusement préparé, chaque faux document soigneusement falsifié. Vingt-sept membres de ce groupe ont été arrêtés, dix-neuf ont été formellement inculpés. De quoi couper les pattes à ce réseau tentaculaire.

ChatGPT refuse d'écrire "David Mayer" et personne ne sait vraiment pourquoi

« David Mayer », c'est un nom assez commun. Et aussi un nom que refuse explicitement de dire ChatGPT
L'intelligence artificielle est une technologie toujours très étonnante. Les chatbots comme ChatGPT font ainsi de temps en temps des actions qui détonnant. On a ainsi très rapidement critiqué les IA pour leur tendance à quelques fois halluciner, ou bien produire des fake news. Mais à certains moments, il est tout simplement impossible de comprendre pourquoi l'IA bloque. Comme aujourd'hui avec ChatGPT.

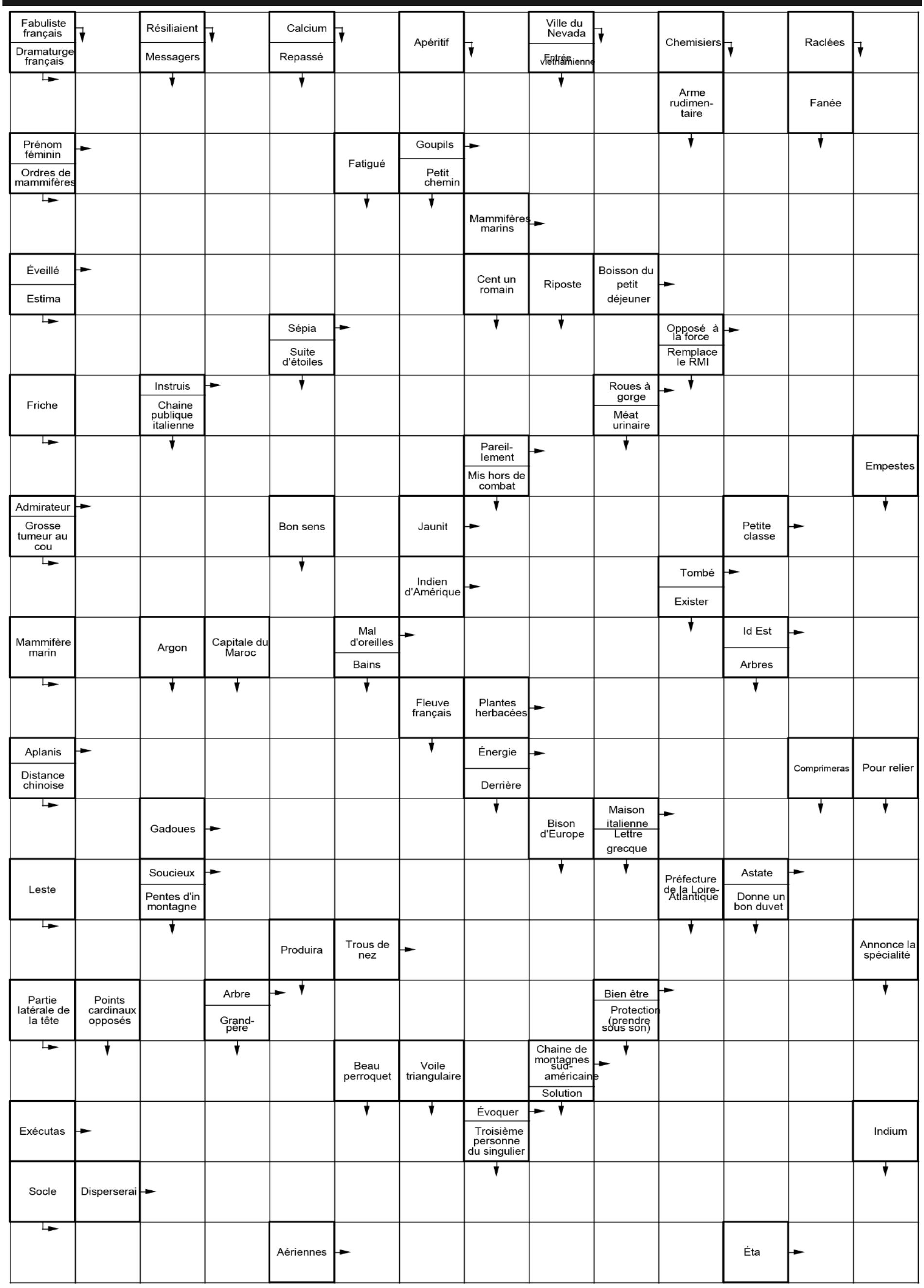
David Mayer, un nom que ne supporte pas ChatGPT

Vous avez deux minutes pour vous amuser ? Eh bien, alors rendez vous sur ChatGPT, et tapez « David Mayer » dans l'interface de discussion. La réaction est toujours la même, le chatbot se bloque tout simplement, avec un message affichant « I'm unable to produce a response » (« je suis incapable de produire une réponse »).
Et si vous essayez de demander au chatbot de dire lui-même ce nom, la réponse sera toujours la même : un refus. Ce qui est intéressant, c'est que ChatGPT dit savoir de quoi l'utilisateur parle, avant tout de même de finir toujours par se bloquer !

ChatGPT résiste à tous les subterfuges

Ce bug assez étrange a titillé la curiosité des internautes, qui ont essayé de nombreux subterfuges pour pousser le chatbot à finalement céder, et à dire « David Mayer ». Mais étonnamment, comme le fait remarquer la twitto Justine Moore sur X, « les gens ont essayé toutes sortes de choses – des codes, des énigmes, des astuces – mais rien ne marche. »
À noter que si c'est le nom David Mayer qui a d'abord soulevé l'intérêt sur internet, depuis, on a découvert que plusieurs autres noms créaient le même genre de réaction sur ChatGPT. Vous pouvez retrouver la liste des six noms (à l'heure actuelle) qui mettent un coup d'arrêt à l'IA d'OpenAI. Et si vous en connaissez d'autre, n'hésitez pas à partager en commentaires !

Mots fléchés



Le président de la République préside une réunion sur le foncier industriel

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, lundi au Palais d'El Mouradia, une réunion sur le foncier industriel.

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 3 décembre 2024 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le Brent frôle les 73 dollars

Le Brent frôle les 73 dollars, porté par l'optimisme chinois et l'attente de l'Opep+. Les prix du pétrole continuent de grimper ce lundi, soutenus par des signes de reprise de l'économie chinoise et dans l'attente de la réunion de l'Opep+, prévue pour jeudi.
Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en février, a enregistré une hausse de 1,17 %, atteignant 72,68 dollars vers 11h. De son côté, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en janvier, a progressé de 1,15 %, s'établissant à 68,78 dollars.
La hausse continue de l'activité manufacturière en Chine pour le 2e mois consécutif est perçue par les experts comme un indicateur de reprise économique, suite à l'annonce d'une série de mesures de relance à la fin septembre. En novembre, l'activité manufacturière en Chine a maintenu sa tendance à la hausse, selon un indice publié ce lundi. Étant le premier importateur de pétrole au monde, la Chine joue un rôle crucial dans le marché pétrolier.

COOPÉRATION

Le directeur général de la Protection civile en visite officielle en tchèque

Le Directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Boughlef, accompagné d'une délégation de cadres centraux, a entamé une visite officielle en République tchèque, à l'invitation de son homologue le général Vladimir Vlitchik, a indiqué, lundi, un communiqué de la Direction générale de la Protection civile. Le directeur général de la Protection civile le colonel Boughlef a été reçu par le responsable tchèque avec lequel il a abordé les moyens de renforcer la coopération et l'échange d'expertises dans le domaine de la gestion des catastrophes, précise la même source ajoutant que le Colonel Boughlef a invité son homologue tchèque à visiter l'Algérie, ajoute le communiqué. Dans le cadre de cette visite de quatre jours, le colonel Boughlef et la délégation l'accompagnant auront à visiter les différentes structures et infrastructures administratives et opérationnelles de la direction générale de la Protection civile de la République tchèque, selon le communiqué. La délégation algérienne présentera également un exposé sur "la structure organisationnelle et les missions de la direction générale de la protection civile algérienne et l'unité nationale d'instruction et d'intervention, le Centre national de coordination opérationnelle et le mode d'organisation et de coordination des opérations de secours lors des grandes catastrophes, mettant en exergue l'expérience algérienne dans la gestion des catastrophes et les efforts de l'Etat dans la prise en charge des victimes, en prenant comme exemple les incendies de forêts et les récentes inondations", conclut le communiqué.

IL DEVRAIT INSPECTER LE PROJET MINIER DE ZINC ET DE PLOMB ET LA STATION DE DESSALEMENT

Le ministre de l'énergie, des mines et des EnR en visite ce mardi à Bejaïa

Le ministre de l'Energie, des Mines et des EnR, Mohamed Arkab, entamera, aujourd'hui mardi, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Béjaïa, accompagné d'une délégation de haut niveau comprenant la secrétaire d'État auprès du ministre de l'Énergie, chargée des mines, ainsi que les directeurs généraux des groupes Sonatrach et Sonarem, le président de l'Agence nationale des activités minières, ainsi que plusieurs cadres du ministère et des groupes concernés, annonce le ministère dans un communiqué
Cette visite a pour objectif de suivre et d'inspecter plusieurs projets stratégiques dans le secteur de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables dans la wilaya, ajoute la même source. Le ministre procédera ainsi à la visite du projet d'exploitation de la mine de zinc et de plomb située à Tala Hamza (Oued Amizour), un projet d'une grande importance pour le secteur minier tant au niveau national que local.
Le programme de la visite comprendra également, selon la même source, la visite du chantier de la station de dessalement d'eau de mer située à Tighremt, dans la commune de Toudja , pour évaluer l'avancement des travaux de ce projet qui vise à fournir cette ressource vitale, garantir la sécurité en matière d'eau dans la région et soutenir le développement local.
Cette visite confirme l'engagement du ministère à développer des projets ayant un impact direct sur l'économie nationale, à promouvoir le développement durable et à en assurer le suivi, en mettant l'accent sur l'exploitation des ressources naturelles et le soutien aux infrastructures vitales qui bénéficient aux citoyens et améliorent la qualité des services qui leur sont offerts, conclut le ministère.

COP16

Ouverture à Riyadh de la conférence de l'ONU sur la désertification

La COP16, une conférence de l'ONU sur la désertification et la dégradation des terres, s'est ouverte lundi en Arabie saoudite après que des experts ont tiré la sonnette d'alarme sur les graves conséquences de la déforestation et de l'agriculture intensive pour la planète. A l'ouverture de cette 16e réunion des parties à la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD), Ibrahim Thiaw, secrétaire exécutif de l'organisation, a appelé à "adopter une approche globale tenant compte des liens étroits entre désertification, perte de biodiversité et changement climatique". La conférence, qui se déroulera jusqu'au 13 décembre à Ryadh, a été présentée par le patron de l'ONU, Antonio Guterres, comme un "moment décisif" dans le combat contre la sécheresse et l'avancée des déserts. La dernière réunion, qui s'était tenue en 2022 en Côte d'Ivoire, avait débouché sur un engagement à "accélérer la restauration d'un milliard d'hectares de terres dégradées", soit des sols endommagés par des activités humaines comme la pollution ou la déforestation, d'ici à 2030. Mais la CNULCD, qui réunit 196 pays et l'Union européenne, estime désormais qu'il faudrait restaurer 1,5 milliard d'hectares avant la fin de la décennie, un défi colossal à l'échelle mondiale. A la COP16 désertification de lundi, l'enjeu est de parvenir à un consensus sur la nécessité d'accélérer la restauration des terres dégradées et de développer une approche "proactive" des sécheresses. La veille de l'ouverture des discussions de la COP16 en Arabie saoudite, qui abrite l'un des plus grands déserts du monde, un nouveau rapport publié par des scientifiques et la CNULCD a mis en évidence le lourd fardeau que l'agriculture fait peser sur la planète.

PROMOTION DE L'ENSEIGNEMENT DE LA LANGUE ITALIENNE

Signature d'un mémorandum d'entente entre l'Algérie et l'Italie

Un mémorandum d'entente entre l'Algérie et l'Italie, visant à renforcer et promouvoir l'enseignement de la langue italienne en Algérie, a été signé lundi à Alger. Au terme de la cérémonie de signature de cet accord par le ministre de l'Education nationale, Mohamed Seghir Saâdaoui et le ministre italien de l'Education et du Mérite, Giuseppe Valditara, M. Saâdaoui a indiqué que cet accord visait à "promouvoir l'enseignement de la langue italienne dans les établissements algériens". Cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre du "renforcement" de la coopération bilatérale dans le domaine de l'éducation, a été l'occasion "de prendre connaissance du système éducatif italien et de présenter le système éducatif algérien et les perspectives de le développer", a-t-il ajouté précisant qu'il y a eu un "échange de vues sur les moyens de développer l'enseignement de la langue italienne en Algérie". L'objectif d'enseigner l'italien est de "former des générations ouvertes imprégnées de l'esprit d'ouverture et de coopération, prêtes à tisser des relations humaines, avec les peuples amis avec lesquels nous partageons de nombreux principes humains tels la liberté et la paix". De son côté, le ministre italien a affirmé que ce mémorandum d'entente vise à renforcer le dialogue entre les deux écoles algérienne et italienne, et à développer la coopération entre les deux pays, notamment dans les domaines culturel et économique.

CONSTANTINE

Près de 1700 dossiers de crédits R'fig validés pour les céréaliculteurs

Un total de 1.692 céréaliculteurs de la wilaya de Constantine, a bénéficié au titre de la nouvelle saison agricole (2024-2025) de financement dans le cadre du crédit R'fig par la banque de l'agriculture et de développement rural (BADR), a-t-on appris lundi auprès du directeur du groupe régional d'exploitation de cet établissement financier, Salim Zeddam. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a indiqué que l'enveloppe financière consommée dans ce cadre, depuis le début du mois de septembre dernier, date du lancement de la saison agricole, a atteint jusqu'à présent 2,383 milliards DA. Les dossiers déposés par les agriculteurs désireux bénéficier d'un financement dans le cadre de la filière céréales, a-t-il noté, ont été étudiés et validés par un comité spécialisé dans l'octroi du soutien financier afin de leur permettre l'achat des engrais et des pesticides et tout ce qui concerne cette filière agricole. Le nombre d'agriculteurs bénéficiaires de ce type de crédits a connu une hausse ''légère" par rapport à la saison agricole précédente (1.613 dossiers), précisant que cette augmentation, est due à l'organisation des campagnes de sensibilisation et des sorties sur le terrain organisées par le groupe régional relevant de la BADR, en étroite collaboration avec la direction des services agricoles (DSA) et la chambre de l'agriculture (CA), entre autres, dans le but de se rapprocher des agriculteurs adhérant à cette filière. A Constantine , la superficie agricole dédiée cette année , à la filière céréalière est estimée à 91.546 hectares, dont la majorité est concentrée, notamment dans les zones Sud –Est, Nord et Nord –Ouest de la wilaya à l'instar des communes d'Ain Abid, de Zighoud Youcef et de Beni H'midene, selon la direction des services agricoles (DSA). Pour rappel, la production céréalière collectée au titre de la saison dernière 2023-2024 à travers 15 points de stockage relevant de la coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), est évaluée à 1,5 million de quintaux de blé dur, tendre et d'orge.